

Développement du capital humain en Afrique



XXV^{ème} Séminaire Politique de Niveau Supérieur

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Développement du capital humain en Afrique

XXV^{ème} conférence de haut niveau
du CREA sur les politiques,
Réunion virtuelle
Le 30 mars 2023

Rapport de la conférence

African Economic Research Consortium
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
Boîte postale 62882 City Square
Nairobi 00200, Kenya
Middle East Bank Towers, 3^{ème} étage, Jakaya Kikwete Road
Tel: (254-20) 273-4150
Fax: (254-20) 273-4173

www.aercafrica.org

A propos du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)

Le Consortium pour la recherche économique en Afrique, créé en 1988, est une institution de premier plan œuvrant au renforcement des capacités dans le domaine de la recherche et de la formation en vue d'éclairer les politiques économiques en Afrique subsaharienne. C'est l'une des institutions de recherche et de renforcement des capacités (RCBI) la plus active au monde, avec un accent particulier sur l'Afrique. La mission du CREA repose sur deux principes : Premièrement, le développement a plus de chances de se produire lorsqu'il y a une gestion saine et durable de l'économie. Deuxièmement, cette gestion a plus de chances de se produire lorsqu'il existe un cadre actif et bien informé d'économistes professionnels basés localement pour mener des recherches pertinentes pour les politiques. Le CREA crée ce cadre par le biais d'un programme qui comporte trois composantes principales : la recherche, la formation et la sensibilisation à la politique. L'organisation s'est désormais imposée comme une institution de premier plan dans le domaine du renforcement des capacités, intégrant une recherche de haute qualité en matière de politique économique, une formation de troisième cycle et une sensibilisation aux politiques au sein d'un vaste réseau de chercheurs, d'universités et de décideurs politiques à travers l'Afrique et au-delà. Le CREA est de plus en plus reconnu au niveau mondial pour la qualité de ses produits et de ses services, et il est bien classé parmi les groupes de réflexion internationaux sur le développement.



Développement du capital humain en Afrique - XXVème Conférence de haut niveau du CREA sur les politiques, Réunion virtuelle, le 30 mars 2023, Documents relatifs à la conférence

par: Consortium pour la recherche économique en Afrique
B.P. 62882 City Square
Nairobi 00200, Kenya

ISBN: 978-9966-61-256-4

© 2023, Consortium pour la recherche économique en Afrique

Sommaire

Abréviations	vi
Préface	vii
Introduction	1
Séance d'Ouverture	3
Un Cadre Économique Global sur le Cycle de Vie du Capital Humain en Afrique par Prof. Lant Pritchett , Université de Harvard, États-Unis	11
Investissements en Capital Humain et Croissance Économique en Afrique par Prof. Jere R. Behrman , Département d'Économie, Université de Pennsylvanie, États-Unis	14
Accumulation du capital humain en Afrique : Facteurs, Effets et Perspectives d'Avenir par Prof. Germano Mwabu , Département d'Économie, Université de Nairobi, Kenya	19
L'éducation en Afrique : Progressions de carrière, lacunes dans les résultats d'apprentissage et réponse à la crise de l'apprentissage par Prof. Adrienne Lucas & Dr. Gerald Ipapa , Lerner College of Business & Economics, Université du Delaware, États-Unis	23
Tables Rondes sur les Politiques	26
Séance de Clôture	27
Annexe A : Documents Relatifs à la Conférence	30
Annexe B : Participants à la Conférence	31
Annexe C : Programme de la Conférence	83

Abréviations

ACET	Centre africain pour la transformation économique
AERC	Consortium pour la recherche économique en Afrique
BAD	Banque africaine de développement
UA	Union africaine
BMGF	Fondation Bill et Melinda Gates
CGE	Équilibre général
COVID-19	Coronavirus 2019
CSO	Office central des statistiques
CTF	Fonds pour les technologies propres
EGH	Ancien de l'Ordre du Cœur d'Or
PIB	Produit intérieur brut
GIC	Courbes d'incidence de la croissance
RNB	Revenu national brut
HCA	Accumulation du capital humain
HCD	Développement du capital humain
S.E.	Son Excellence
HRH	Son Altesse Royale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
IHS	Enquête intégrée auprès des ménages
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
LMICs	Pays à revenu faible et moyen
ODI	Institut de développement d'outre-mer
MCO	Estimateur des moindres carrés ordinaires
P&I	Pauvreté et inégalités
PFM	Gestion des finances publiques
Ph.D.	Docteur en philosophie
RCBIs	Institutions de recherche et de renforcement des capacités
RCTs	Essais de Contrôle Randomisés
SDGs	Objectifs de développement durable
SDM	Gestion de la prestation de services
SDS	Système de prestation de services
SMS	Services de messagerie courte
SPS	Conférence de haut niveau sur la politique
SSA	Afrique subsaharienne
TFP	Productivité totale des facteurs
ISU	Institut de statistique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNECA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USA	États-Unis d'Amérique
VAR	Vecteur autorégressif
WB	Banque mondiale
WDI	Indicateurs de développement mondial
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
WTP	Volonté de payer

Préface

Le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) organise des séminaires de haut niveau afin d'offrir aux décideurs africains de haut niveau l'opportunité de se réunir pour dialoguer sur les résultats des recherches menées par le CREA et ses affiliés, d'échanger des expériences politiques et d'interagir avec les chercheurs dans une atmosphère de pairs. Les thèmes de ces séminaires sont sélectionnés en fonction de leur actualité et de l'intérêt qu'ils présentent pour les décideurs politiques africains.

Les séminaires politiques de haut niveau du CREA sont des forums où les décideurs politiques et les chercheurs s'engagent dans des délibérations ininterrompues sur un ensemble de questions importantes jugées significatives pour l'élaboration des politiques en Afrique. Le format du séminaire isole les décideurs politiques des pressions liées à leurs responsabilités et crée ainsi un environnement propice à un discours professionnel animé sur la question choisie. Outre l'objectif spécifique de réunir les chercheurs et les décideurs politiques, les séminaires sont directement utiles au CREA car ils permettent d'identifier les priorités de recherche cruciales pour la transformation de l'Afrique. Ils améliorent également les perspectives d'implication des chercheurs dans les politiques et renforcent la visibilité du CREA au sein de la communauté politique. Par conséquent, les séminaires servent à mettre en évidence la capacité croissante de la région en matière de recherche sur les politiques et, d'une manière générale, à fournir un retour d'information important au CREA pour ses programmes de recherche et de formation.

L'échange d'expériences spécifiques à chaque pays est particulièrement important lors de ces séminaires. Les décideurs politiques sont normalement identifiés pour leur intérêt dans les questions de recherche sur les politiques et le niveau de la hiérarchie des décideurs politiques est généralement correct, ce qui conduit à des discussions approfondies. Les chercheurs sont raisonnablement bien équilibrés entre anglophones et francophones, et la participation de décideurs politiques francophones est toujours encouragée. Les décideurs politiques déclarent avoir trouvé leurs expériences dans les séminaires très utiles. Les informations échangées les aident à mettre à jour leurs connaissances sur les recherches en cours et à cerner les questions pertinentes pour leurs fonctions. Certains ont même été embarrassés de constater qu'au cours des négociations avec les institutions financières internationales, ils avaient accepté certaines politiques sans en comprendre toutes les implications. Les séminaires de ce type, bien qu'ils n'aient pas pour but ou pour effet de faire du décideur politique un économiste, offrent néanmoins la possibilité d'examiner les ramifications plus larges de leurs décisions politiques.

Le CREA est extrêmement reconnaissant à M. Eliud Owalo, Ministre du Ministère de l'information, des Communications et de l'Économie Numérique du Kenya, qui était l'invité d'honneur lors de l'ouverture officielle du séminaire, où il a prononcé un discours liminaire. Le discours de bienvenue a été prononcé par le professeur Théophile Azomahou, Directeur exécutif par intérim du CREA. La conférence a également bénéficié

de la présence de l'honorable Prof. Njuguna Ndung'u, EGH, Ministre des Finances et de la Planification économique du Kenya, de l'honorable Bangasi J. Bakosoo, Ministre de la Fonction publique et du Développement des ressources humaines du Sud-Soudan, de l'honorable Kobygda Larba Issa, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement du Burkina Faso, de l'honorable Dr. Wilson T. Banda, gouverneur de la Banque centrale du Malawi ; M. Issa-Toure Salahaddine, président de l'Assemblée nationale du Togo ; S.E. Dr. Kerfalla Yansane, ambassadeur de Guinée aux États-Unis et ancien ministre des mines et de la géologie ; et S.E. Dr. Kheswar Jankee, ambassadeur de Maurice en Russie. Parmi les autres invités de marque figuraient le Dr Donald Kaberuka, ancien président de la Banque africaine de développement (BAD) et Son Altesse Royale, la Reine Nozizwe Mulela, du Royaume d'Eswatini, ainsi que d'autres décideurs politiques de haut niveau. Parmi les personnes présentes, on compte cinq (5) ministres, trois (3) ambassadeurs, un gouverneur de banque centrale, un secrétaire permanent, une reine et quatre (4) anciens ministres. Cette conférence hybride a réuni un total de 603 participants (131 participants en personne et 472 participants en ligne) provenant de 43 pays d'Afrique. Au total, 1 909 personnes se sont inscrites en ligne pour participer à l'événement.

La conférence a donné lieu à quatre présentations de leaders d'opinion sur le thème du développement du capital humain en Afrique. Le capital humain - l'éducation, les compétences et la santé des personnes - joue un rôle important dans la transformation des économies africaines.

La première session était consacrée à un cadre économique pour le capital humain en Afrique, axé sur le cycle de vie, et a été présentée par le professeur Lant Pritchett, de l'université de Harvard (États-Unis). Cette session était présidée par l'honorable Bangasi J. Bakosoo, ministre de la fonction publique et du développement des ressources humaines du Sud-Soudan. Le document a été examiné par le Dr Adam Mugume, directeur exécutif de la Banque d'Ouganda. La deuxième session était consacrée aux investissements en capital humain et à la croissance économique en Afrique et a été présentée par le professeur Jere R. Behrman, du département d'économie de l'université de Pennsylvanie (États-Unis). Kheswar Jankee, Ambassadeur, Ambassade de Maurice en Russie et le document a été discuté par le Dr. Sherilyn Raga de l'institut de développement d'outre-mer (ODI), Royaume-Uni.

La troisième session était consacrée à l'accumulation du capital humain en Afrique : Éléments moteurs, effets et perspectives d'avenir. Cette session était présidée par M. Kobygda Larba Issa, ministre de l'économie, des finances et du développement du Burkina Faso. Le document a été présenté par le professeur Germano Mwabu, Département d'économie, Université de Nairobi, Kenya. Le discutant pour ce document était le professeur Olu Ajakaiye, du Centre africain pour le renforcement des capacités en matière de développement partagé, au Nigéria. La quatrième communication portait sur l'éducation en Afrique : Progressions de carrière, lacunes dans les résultats d'apprentissage et réponse à la crise de l'apprentissage. Cette session était présidée par le Dr Wilson T. Banda, gouverneur de la Banque centrale du Malawi. Le document a été présenté par le professeur Adrienne Lucas et le docteur Gerald Ipapa, Lerner College of Business & Economics, Université du Delaware, États-Unis. Le document a été discuté par le Dr. Elizabeth Nanziri, Université de Stellenbosch, Afrique du Sud. Les intervenants

ont produit des documents de grande qualité et les participants ont été très actifs, ce qui nous a permis de produire les recommandations politiques du séminaire qui ont été partagées sous forme de communiqué avec les décideurs politiques africains, y compris ceux qui n'ont pas eu le temps de participer à cet événement important.

Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui ont fait de ce séminaire un grand succès. Dr. Dianah Muchai, responsable de la recherche, Dr. Scholastica Odhiambo, Prof. Théophile Azomahou, directeur de la formation, qui ont apporté une contribution précieuse à la préparation et à la réalisation du séminaire. Le CREA apprécie tout autant le travail acharné de Senvy Maistry, responsable en chef de la communication, du Dr Charles Owino, responsable des publications, de Joel Mathia, administrateur TIC, et de Mme. Lancer Wao, assistante en communication et publications, pour l'organisation de l'événement. Tom Kimani, responsable de la formation, et Mark Korir, responsable de la formation, pour leur rôle de rapporteurs, ainsi que Mme Pamela Kilwake, Mme Sheila Lyaga, Mme Hellen Muthoni, Mme Margaret Mwangi, Mme Natalie Chponda et M. Jackson Ng'ang'a, qui ont apporté leur aide sur le plan de la logistique. À ces personnes, et aux nombreuses autres qui ont participé d'une manière ou d'une autre, le CREA adresse ses remerciements les plus sincères.

Prof. Dominique Njinkeu

Directeur exécutif (par intérim)

Consortium pour la recherche économique en Afrique

Développement du capital humain en Afrique

Introduction

Le capital humain - l'éducation, les compétences et la santé des personnes - joue un rôle fondamental dans la transformation des économies africaines. L'Afrique subsaharienne obtient le score le plus bas de toutes les régions du monde sur l'indice de capital humain de la Banque mondiale (environ 0,40), qui mesure la qualité de l'investissement des pays dans la prochaine génération de travailleurs (Banque mondiale, 2020). Pourtant, l'accès aux sources de capital humain en Afrique, bien qu'encore faible, s'est considérablement amélioré au cours des deux dernières décennies (Leornard, 2022). Davantage de ménages ont accès aux soins de santé, davantage d'étudiants sont scolarisés et les familles ont accès à davantage d'outils pour améliorer leur qualité de vie. Cependant, l'objectif du capital humain et de la qualité de vie est encore loin d'être atteint, même dans d'autres pays en développement, surtout si l'on tient compte des progrès substantiels réalisés en matière d'accès. Le faible capital humain de l'Afrique peut s'expliquer par trois facteurs interdépendants, à savoir : la survie, l'école et la santé.

Le capital humain est un élément clé de la croissance inclusive et de la prospérité partagée en Afrique. L'investissement en faveur des êtres humains pour améliorer les résultats sociaux et économiques futurs - par l'éducation et la formation, l'apprentissage et l'expérience, ou les interventions en matière de santé - est indispensable pour façonner les revenus et la productivité à l'avenir. Le développement du capital humain en Afrique nécessite donc un effort massif et coordonné pour renforcer la quantité, l'efficacité et l'impact des investissements dans les populations. Il est impératif de faciliter les réformes politiques, les plans d'action et l'apprentissage transnational au niveau régional et national dans quatre domaines clés :

- ✓ Accroître l'efficacité des investissements publics dans les services sociaux.
- ✓ Introduire des réformes et des innovations pour améliorer la prestation de services.
- ✓ S'engager en faveur de l'équité et de l'inclusion.
- ✓ Aborder les questions de fécondité et de genre pour exploiter un dividende démographique.

Le renforcement de la capacité des gouvernements africains à prendre des décisions politiques qui permettront de relever les défis du développement du capital humain pour un développement accéléré et inclusif dans le contexte du 21^e siècle est fondamental pour améliorer la capacité du continent (et de ses décideurs politiques) à faire face aux principales contraintes qui pèsent sur l'accumulation du capital humain.

Au cours des trois dernières années, le CREA, avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), a mis en œuvre plusieurs activités dans le cadre du programme « Bâtir des institutions de recherche sur les politiques pour soutenir le capital humain ». Les principaux éléments du programme sont les suivants :

- Renforcement des capacités pour la recherche économique orientée vers les politiques dans le cadre du programme de renforcement des capacités de recherche du CREA ;
- Partenariats institutionnels ;
- Ateliers d'amélioration des compétences techniques ;
- Bourses de recherche avec des groupes de réflexion nationaux et des centres de recherche internationaux d'excellence ;
- Sensibilisation aux politiques et diffusion de la recherche ; et
- Un projet de recherche collaborative sur le développement du capital humain en Afrique.

Le projet de recherche collaborative sur le "développement du capital humain en Afrique" a cherché à produire des preuves sur les défis de la construction du capital humain pour un développement accéléré et inclusif, ainsi qu'à aborder les contraintes clés de l'accumulation du capital humain, telles que la faiblesse de la gestion des finances publiques (PFM) et des systèmes de prestation de services (SDM). En outre, ce projet de recherche collaborative a cherché à fournir des réformes politiques qui permettraient aux jeunes Africains de grandir en bonne santé et d'acquérir les compétences nécessaires pour être compétitifs dans l'économie mondiale numérisée. Le projet comprenait à la fois des documents-cadres et des études de cas de pays.

Les documents-cadres ont cherché à étudier des questions générales et transversales relatives au développement du capital humain afin d'améliorer la capacité du continent (et de ses décideurs politiques) à relever les défis du développement du capital humain et à tirer parti des opportunités qu'il présente, tout en relevant ses défis de développement. Les études de cas par pays ont cherché à informer les décideurs politiques et les praticiens du développement sur le développement du capital humain en Afrique du point de vue de pays individuels et/ou de sous-régions (ou de groupes de pays).

Afin d'aider les décideurs politiques et les autres acteurs à améliorer la production et la gestion des connaissances sur le capital humain de l'Afrique et à s'attaquer aux principaux obstacles à l'accumulation du capital humain, tels que la faiblesse de la gestion des finances publiques (GFP) et des systèmes de prestation de services (SDS), le CREA a l'intention de diffuser les résultats des études susmentionnées auprès des décideurs politiques africains de haut niveau par le biais de son instrument de diffusion phare, à savoir le " Séminaire de haut niveau sur les politiques " (SPS).

Séance d'ouverture

Séance d'ouverture officielle

Président de séance :	S. E. Honorable Kerfalla Yansane , <i>Ambassadeur de la Guinée aux États-Unis et Ancien Ministre des Mines et de la Géologie</i>
Discours de bienvenue :	Prof. Théophile Azomahou , <i>Directeur Exécutif par Intérim, CREA</i>
Discours d'ouverture :	M. Dan Peters , <i>Conseiller, Politique Globale et Plaidoyer, Fondation BMGF</i>
Ouverture officielle et discours liminaire :	Hon. M. Eliud Owalo , <i>Ministre, Ministère de l'Information, des Communications et de l'Économie Numérique</i>

Le maître de cérémonie de la journée, Dr. Charles Owino, responsable des publications du CREA, a ouvert la séance, souhaité la bienvenue aux participants et leur a présenté le programme du XXIV^e séminaire politique de haut niveau du CREA. Il a ensuite invité le professeur Njuguna Ndung'u, directeur exécutif du CREA, à poursuivre le programme.

Discours de Bienvenue par le Prof. Théophile Azomahou, Directeur Exécutif par Intérim du CREA

*Mesdames et Messieurs les Ministres,
Gouverneurs de Banques Centrales,
Secrétaires permanents,
Membres du corps diplomatique,
La Reine d'Eswatini,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi de vous souhaiter à tous la bienvenue à ce séminaire politique de haut niveau du CREA sur le développement du capital humain en Afrique. Bien que le CREA ait organisé de nombreux autres événements à Nairobi, il s'agit du premier de nos vingt-cinq séminaires politiques de haut niveau à se tenir physiquement au-delà de la pandémie dévastatrice du COVID-19. Nous avons toujours eu pour habitude de faire participer des décideurs politiques africains de haut rang à des séminaires de ce type. L'urgence et l'importance de ce thème sont bien reflétées par ce public cible, d'une part, et d'autre part, par le profil de Nairobi, qui accueille certaines des agences des Nations unies.

Au début de ce séminaire, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de remercier en votre nom le gouvernement kenyan, qui est le pays hôte du CREA. Nous sommes particulièrement honorés d'avoir parmi nous aujourd'hui des fonctionnaires respectés, y compris des ministres et des secrétaires permanents du Kenya et d'autres pays africains, qui ont pris du temps sur leur emploi du temps chargé pour participer à cette conférence.

Notre remerciement serait incomplet si nous ne reconnaissons pas comme il se doit les auteurs et les conférenciers des documents qui seront présentés et discutés ici. Ils ont fait des recherches assidues pendant de longues heures pour explorer tous les aspects du développement du capital humain, ainsi que pour examiner les options et les possibilités de développement et de gestion de cette ressource précieuse. Je vous remercie tous pour votre enthousiasme et votre disponibilité à participer à ce séminaire.

Mesdames et Messieurs,

Au cours des deux prochains jours, nous attendons avec impatience une évaluation objective du rôle du capital humain en vue de définir une position proactive pour les décideurs politiques africains, en particulier parce que le capital humain joue un rôle central dans la transformation des économies. Il n'y a pas lieu d'être fier du fait que l'Afrique subsaharienne soit la région la moins bien classée de toutes les régions du monde selon l'indice du capital humain de la Banque mondiale, qui mesure la capacité des pays à investir dans la prochaine génération de travailleurs.

Nous savons tous que de faibles investissements dans le capital humain ont un impact sur les taux de croissance des revenus. Ces interrelations impliquent donc un cercle vicieux de développement. Les pays pauvres disposent d'une marge de manœuvre considérable pour déterminer les montants à investir dans l'éducation et la santé. Depuis l'indépendance, l'Afrique a connu une croissance rapide de certains aspects du capital humain - en particulier l'expansion de l'éducation - bien qu'elle soit partie d'un niveau de revenu peu élevé. L'expansion du stock de capital humain ne s'est pas accompagnée d'une augmentation proportionnelle du capital physique. Il en résulte une faible croissance des revenus et un faible rendement de l'investissement dans l'éducation.

Il existe une multitude de recherches sur le capital humain et sa contribution au bien-être économique et au progrès technologique. L'accumulation de capital humain par le biais de l'éducation joue un rôle important dans la croissance et le développement. L'investissement dans l'éducation a un effet positif sur la croissance économique, avec une ampleur variable selon qu'il s'agit de pays développés ou en développement. L'investissement dans l'enseignement supérieur combiné au progrès technologique permet aux nations de croître plus rapidement. Le capital humain et la croissance économique ont été mesurés dans différentes études utilisant différentes techniques. Et selon certaines de ces études, comme vous le verrez dans les présentations, l'impact des différents niveaux d'éducation sur la croissance est différent.

Mesdames et Messieurs,

Le capital humain est perçu comme un facteur important de la croissance et du développement économiques. Mais sans innovation technologique, la croissance économique n'est pas possible. La théorie de la croissance endogène soutient que le capital humain est un facteur de production et d'éducation distinct et puissant, mais l'économie fondée sur la connaissance a un effet d'entraînement et un effet multiplicateur qui conduisent au développement économique.

En raison des carences en matière de santé et d'éducation, la diminution du travail des employés est un facteur important de pauvreté dans de nombreux pays. L'augmentation de l'investissement dans le capital humain est donc une méthode attrayante pour accroître les revenus. Il faut cependant beaucoup de temps pour former un nouveau travailleur, et il faut beaucoup plus de temps pour que les travailleurs qui ont été soumis à des investissements en capital humain de qualité inférieure pendant leur adolescence quittent le marché du travail.

Mesdames et Messieurs,

Le rôle des gouvernements est fondamental pour développer les compétences et les niveaux d'éducation de la population d'un pays. Certains gouvernements participent activement à l'amélioration du capital humain en offrant gratuitement une éducation supérieure à la population. Ces gouvernements ont compris que les connaissances acquises grâce à l'éducation contribuent au développement de l'économie et à la croissance économique. Les travailleurs plus instruits ou plus compétents ont tendance à avoir des revenus plus élevés, ce qui, à son tour, stimule la croissance économique par le biais de dépenses de consommation supplémentaires. On dit que la connaissance et les compétences sont un jardin, si on ne les cultive pas, on ne peut pas les récolter... donc, en tant que décideurs politiques, faisons quelque chose au moins sur le front de l'éducation... même si rien faire est très difficile, certains ajoutent que l'on ne sait jamais quand on a fini.

Mesdames et Messieurs,

Vous vous demandez peut-être quel est le lien entre cette question passionnante et le CREA? Je ne pense pas que nous soyons entrés tardivement dans cette mêlée, car notre mandat traditionnel est beaucoup plus large : renforcer la capacité globale d'élaboration des politiques économiques en Afrique subsaharienne. Mais il est important de garder à l'esprit que presque tous les impacts du développement du capital humain - en Afrique et ailleurs - sont exacerbés par des choix politiques inappropriés, souvent ceux qui adoptent une vision à court terme de ce qui est le mieux pour une certaine conception du développement économique.

Dans le cadre de ce mandat plus large, le Consortium pour la recherche économique en Afrique marque ses 35 ans de leadership dans la recherche économique orientée vers les politiques sur le continent. Ainsi, vous voyez, ce séminaire politique de haut niveau pourrait également être considéré comme une réponse à un problème africain crucial, en particulier parce que nous cherchons à obtenir les points de vue des décideurs politiques sur cette question urgente.

Le CREA a été créé en 1988 en tant qu'organisation publique à but non lucratif chargée de renforcer les capacités de recherche en matière de politique économique sur les problèmes liés à la gestion des économies en Afrique subsaharienne. Pour ce faire, nous nous appuyons sur deux programmes principaux : la recherche et la formation postuniversitaire. Notre programme de recherche utilise une approche flexible qui nous permet d'améliorer les compétences techniques des chercheurs locaux tout en déterminant les priorités régionales de recherche et en renforçant les institutions nationales concernées par la recherche en politique économique. Notre programme de formation augmente le nombre de chercheurs en économie en Afrique subsaharienne en soutenant des programmes collaboratifs d'études supérieures en économie - au niveau du master et du doctorat - et en améliorant les capacités des départements d'économie dans les universités publiques locales. Les aspects de mise en réseau des programmes favorisent l'établissement de liens plus étroits entre les chercheurs et les décideurs politiques à travers le continent, à l'instar de ce dont nous serons témoins tout au long de ce séminaire.

Mesdames et Messieurs,

Les séminaires politiques de haut niveau du CREA sont des événements annuels qui ont abordé une série de sujets pertinents pour l'agenda politique de l'Afrique. Le séminaire de l'année dernière, par exemple, s'est penché sur le changement climatique et le développement économique en Afrique. D'autres séminaires ont abordé les questions suivantes : la pandémie mondiale de COVID-19 et ses implications pour les économies africaines ; les politiques agricoles et alimentaires pour une meilleure nutrition en Afrique ; la fragilité de la croissance dans les économies africaines ; la gouvernance et la croissance favorable aux pauvres ; le financement de la croissance favorable aux pauvres ; la pauvreté, la croissance et les institutions ; les réformes du secteur financier ; la politique fiscale ; la mobilisation des recettes ; et le cadre de la politique macroéconomique pour la réduction de la pauvreté. Les séminaires ont pour but d'informer les décideurs politiques des derniers développements en matière de recherche sur les politiques, de fournir un forum pour le partage d'expériences et de promouvoir une relation plus étroite entre les chercheurs et les décideurs politiques.

Les programmes du CREA bénéficient du soutien financier de gouvernements bilatéraux, d'institutions multilatérales et de fondations privées. Bien que je sois fier de dire que la plupart des pays africains participent activement aux activités du CREA et fournissent le soutien moral et en nature dont nous avons tant besoin, nous vous encourageons à accroître votre participation financière, pour laquelle vous recevrez bientôt des nouvelles de notre part.

Alors que nous nous réjouissons de cette conférence qui promet d'être informative et fructueuse, je vous encourage tous à participer pleinement, en particulier aux discussions qui découleront des présentations au fur et à mesure que nous avançons.

Je vous remercie !

**Discours par M. Dan Peters,
Conseiller, Politique Mondiale et Plaidoyer,
Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF)**

*Honorables ministres,
Gouverneurs de banques centrales,
Secrétaires permanents,
Membres du corps diplomatique,
Distingués invités,
Tous les protocoles sont respectés,
Mesdames et Messieurs,*

Je suis ravi de participer cette année au séminaire politique de haut niveau du Consortium pour la recherche économique en Afrique, le 25^e de la série. C'est un plaisir d'écouter certaines des recherches extraordinaires qui ont été menées dans le cadre de cet important projet. Au cours des trois dernières années, le CREA, avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), a mis en œuvre plusieurs activités dans le cadre du programme « Bâtir des institutions de recherche sur les politiques pour soutenir le capital humain ».

Les éléments clés de ce programme comprennent le renforcement des capacités pour la recherche politique économique dans le cadre du programme de renforcement des capacités de recherche du CREA, les partenariats institutionnels, les ateliers de renforcement des compétences techniques, les bourses de recherche avec des groupes de réflexion nationaux et des centres de recherche internationaux d'excellence, la sensibilisation aux politiques et la diffusion de la recherche, ainsi qu'un projet de recherche collaborative sur le développement du capital humain en Afrique.

Le projet de recherche collaborative sur le "développement du capital humain en Afrique" a cherché à générer des preuves sur les défis de la construction du capital humain pour un développement accéléré et inclusif, ainsi qu'à aborder les contraintes clés de l'accumulation du capital humain, telles que la faiblesse de la gestion des finances publiques (PFM) et des systèmes de prestation de services (SDM). En outre, ce projet de recherche collaborative s'est concentré sur les réformes politiques qui permettraient aux jeunes Africains de grandir en bonne santé et d'acquérir les compétences nécessaires pour être compétitifs dans l'économie mondiale numérisée.

Je sais que ce projet comportait à la fois des documents-cadres et des études de cas par pays. Les documents-cadres ont examiné des questions générales et transversales relatives au développement du capital humain afin d'améliorer la capacité du continent (et de ses décideurs politiques) à relever les défis du développement du capital humain et à tirer parti des opportunités qu'il présente, tout en relevant ses défis en matière de développement. Les études de cas par pays visent à informer les décideurs politiques

et les praticiens du développement sur le développement du capital humain en Afrique du point de vue des pays individuels et/ou des sous-régions (ou des groupes de pays). Tous les résultats sont destinés à être mis en œuvre dans les politiques afin de façonner le développement des programmes dans les pays d'Afrique à l'avenir.

Pour aider les décideurs politiques et les autres acteurs à améliorer la production et la gestion des connaissances sur le capital humain de l'Afrique et à s'attaquer aux principaux obstacles à l'accumulation du capital humain, tels que la faiblesse de la gestion des finances publiques (GFP) et des systèmes de prestation de services (SDS), je sais que l'intention principale du CREA est de diffuser les résultats de toutes ces études auprès des décideurs politiques africains de haut niveau par le biais de son instrument de diffusion phare, à savoir ce séminaire politique de haut niveau, ainsi que d'autres événements. J'espère que les délibérations seront fructueuses.

Je vous remercie !

Discours Liminaire par l'Honorable M. Eliud Owalo, Ministre, Ministère de l'Information, des Communications et de l'Économie Numérique

Honorables Ministres

Gouverneurs des Banques Centrales

Membres du Parlement

Ambassadeurs

Membres du Corps Diplomatique

Conseillers Spéciaux des Chefs d'État

Le Directeur Exécutif du Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Chefs d'Etablissements Universitaires et de Recherche

Membres de la Communauté des Chercheurs

Mesdames et Messieurs les Invités

Mesdames et Messieurs

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui et de présider la cérémonie d'ouverture officielle de cet événement spécial. Il s'agit du vingt-cinquième séminaire politique de haut niveau du Consortium pour la recherche économique en Afrique. Cet événement mémorable offre une occasion opportune aux décideurs politiques et aux universitaires africains d'aborder les opportunités et les défis qui se profilent à l'horizon en ce qui concerne le développement de l'Afrique.

Mais avant tout, je voudrais exprimer ma profonde gratitude aux organisateurs du séminaire pour avoir choisi Nairobi comme lieu de cette réunion très importante. J'ai le grand plaisir d'accueillir chacun d'entre vous dans notre beau pays, en espérant sincèrement que votre séjour sera agréable et productif.

Mesdames et Messieurs

Le thème du vingt-cinquième séminaire politique de haut niveau, "Développement du capital humain en Afrique", est pertinent au Kenya et dans le reste de l'Afrique. Nous savons tous que l'Afrique subsaharienne est la moins bien classée de toutes les régions du monde en ce qui concerne l'indice du capital humain. Si l'on ajoute à cela le fait que l'Afrique a la population la plus jeune et à la croissance la plus rapide du monde, le continent est confronté à des défis démographiques, car sa population de jeunes continue d'augmenter.

On ne saurait donc trop insister sur le fait que le capital humain est indispensable à la croissance inclusive et à la prospérité partagée en Afrique. Le capital humain influe sur la croissance économique, mais il contribue également au développement d'une économie en élargissant les connaissances et les compétences de sa population. Le niveau de croissance économique induit par les dépenses de consommation et les investissements des entreprises détermine la quantité de main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Ainsi, l'investissement en faveur des travailleurs a permis de créer de meilleures conditions d'emploi dans les économies du monde entier.

Mesdames et Messieurs

La protection, l'amélioration et l'augmentation des investissements dans notre capital humain sont fondamentales pour réaliser la transformation structurelle de nos économies. Nous devrions donc nous engager à combler le déficit de développement du capital humain sur le continent. Cela impliquera bien sûr des investissements importants pour renforcer les filets de sécurité sociale et la sécurité alimentaire, ainsi qu'une augmentation des dépenses dans l'éducation, y compris la création de centres d'excellence. Dans le domaine de la santé, nous devons réaliser des investissements substantiels pour faire face aux chocs tels que les pandémies, tout en améliorant la qualité des services fournis aux populations et les systèmes nationaux de collecte de données qui permettront de suivre les progrès réalisés en matière de capital humain.

Dans la plupart des pays, le capital humain conditionne le taux de développement, le progrès économique, technologique et scientifique, ce qui conduit à davantage d'innovations dans les domaines de la production et d'autres activités connexes. Nous savons tous que l'innovation favorise la croissance et que le capital humain crée la capacité d'absorber les nouvelles technologies.

Mesdames et Messieurs

Je suis conscient que la mission du CREA est de renforcer la capacité locale à guider l'élaboration des politiques publiques, ce qui nécessite la disponibilité d'économistes professionnels qualifiés et proactifs qui doivent rester indépendants et objectifs lorsqu'ils traitent de ces questions. Pour atteindre son objectif, le CREA offre aux économistes et aux chercheurs africains la possibilité d'effectuer des recherches et de nouer des contacts avec leurs homologues d'autres régions afin de développer leurs compétences dans les institutions universitaires et politiques au sein des pays africains.

De toute évidence, on ne saurait trop insister sur l'importance des capacités locales et de la recherche découlant des réalités locales. Trop souvent, les décisions relatives à la politique et à l'avenir de l'Afrique ont été fondées sur des informations provenant d'autres continents. En renforçant les capacités locales, le CREA joue un rôle de premier plan dans l'identification des facteurs qui contribueront à la croissance et à la réduction de la pauvreté afin de résoudre les problèmes auxquels nos économies sont confrontées d'une manière qui soit logique pour nous sur le continent, en vue d'un avenir plus radieux pour nos populations.

Au fil des ans, le CREA a accumulé une mine de connaissances grâce à ses activités de recherche. À cet égard, je félicite le CREA d'avoir consacré du temps et des ressources pour partager ces connaissances, en particulier les résultats de la recherche sur les politiques, avec les décideurs politiques et les économistes du continent une fois par an, dans le cadre des séminaires de haut niveau sur les politiques.

Je sais que les séminaires précédents ont abordé diverses questions clés telles que la gouvernance, les politiques macroéconomiques, les réformes du secteur financier, l'intégration régionale, la fragilité de la croissance, les politiques agricoles et alimentaires, Covid-19 et ses répercussions sur les économies africaines, entre autres, mais ce qui est très important, c'est que ces séminaires ont informé les décideurs politiques des derniers développements en matière de recherche sur la politique économique, ont fourni un forum pour le partage d'expériences et ont favorisé une relation plus étroite entre les chercheurs et les décideurs politiques.

Mesdames et Messieurs

Je suis heureux de constater que ce séminaire sera honoré par la participation de hauts responsables politiques représentant plus de quarante pays africains. Parmi ces hauts fonctionnaires figurent des ministres, des gouverneurs de banques centrales, des secrétaires permanents, des ambassadeurs, une reine et des conseillers spéciaux de chefs d'État. De toute évidence, le séminaire sera un véritable havre de discussions fructueuses, car vous échangerez tous des connaissances, des expériences et des idées au cours de vos délibérations pendant les deux prochains jours. Le résultat, je pense, consistera en des implications politiques et des recommandations d'actions politiques qui guideront le continent vers un avenir brillant et fructueux.

Pour conclure, Mesdames et Messieurs

Permettez-moi de remercier une fois de plus le CREA, qui a organisé cette réunion très importante, ainsi que les chercheurs et les décideurs politiques qui y ont participé pour avoir pris le temps de partager et d'échanger leurs expériences sur le développement du capital humain sur le continent. Alors que vous participez à l'élaboration de l'avenir de nos économies et de nos populations, je vous souhaite à tous des délibérations très fructueuses et j'attends avec impatience de recevoir les conclusions de vos discussions. Sur ces quelques remarques, Mesdames et Messieurs, j'ai le grand honneur et le plaisir d'annoncer l'ouverture officielle de ce vingt-cinquième séminaire de haut niveau sur les politiques

Session 1

Un Cadre Économique Global pour le Cycle de Vie du Capital Humain en Afrique

Président de séance :	Hon. Bangasi J. Bakosoo , <i>Ministre de la Fonction Publique et du Développement des Ressources Humaines, Sud-Soudan</i>
Conférenciers :	Prof. Lant Pritchett , <i>Université de Harvard, États-Unis</i>
Discutant :	Dr. Adam Mugume , <i>Directeur Exécutif, Banque de l'Ouganda</i>

Ce travail d'ensemble comporte trois parties. La première partie affirme que le paradigme existant dans les discussions sur l'acquisition du capital humain s'est concentré sur la volonté de scolarisation universelle et sur l'élargissement de l'accès et du niveau d'études. Cette orientation a été couronnée de succès. L'expansion de la scolarisation en Afrique subsaharienne (ASS) au cours des dernières décennies a été impressionnante en termes de pourcentage de croissance, bien plus rapide que dans d'autres régions du monde, car l'ASS, au moment de l'indépendance politique, était loin derrière la plupart des autres régions. Cependant, le paradigme doit changer car « investir dans le capital humain » - qui se concentre implicitement sur l'acquisition de compétences précieuses - a souvent été traité comme l'équivalent de « dépenser pour l'école » et cette élitisme conceptuelle a produit des résultats très mitigés sur l'apprentissage et la création de compétences cognitives, qui étaient, et sont toujours, perçues comme un objectif important de la scolarisation.

Ce segment se concentre donc sur certains faits relatifs à la scolarisation et à l'apprentissage, en mettant l'accent sur la question de savoir si (i) « l'Afrique subsaharienne » s'est distinguée en tant que région et (ii) l'hétérogénéité de l'Afrique subsaharienne, tant dans les sous-régions que dans les pays, rend les généralisations sur l'Afrique subsaharienne problématiques (voire carrément inutiles). La conclusion est qu'il faut s'éloigner du modèle « accumulationniste » brut selon lequel "investir dans le capital humain" signifie exclusivement (i) plus d'années passées à l'école et (ii) plus de dépenses consacrées à l'école. « Investir dans le capital humain doit signifier (i) l'acquisition de compétences, de capacités et de dispositions valorisées et (ii) des dépenses efficaces. Cela implique trois changements majeurs dans le paradigme de la recherche : (i) cesser d'utiliser « l'année de scolarisation » comme le principal « résultat

» à atteindre, (ii) cesser d'utiliser une « fonction de production de l'éducation » naïve pour évaluer l'impact des intrants en faveur d'une approche systémique et (iii) dans le cadre de cette approche, travailler à un modèle positif plus réaliste de la politique de l'apprentissage.

La deuxième partie propose une approche fondée sur le cycle de vie comme cadre général de la question du capital humain en Afrique. Dans cette approche du cycle de vie, nous proposons deux périodes de base, une phase « d'accumulation » et une phase « d'utilisation ». La phase d'accumulation divise la période allant de la conception/naissance à l'âge adulte en sous-périodes et en transitions (par exemple, les 1000 premiers jours, l'entrée à l'école, le passage du primaire au secondaire) et en décisions qui affectent l'accumulation du capital humain. Cela soulève une série de questions distinctes pour chaque période. La deuxième période de base est celle de "l'utilisation (et de l'acquisition continue) du capital humain" qui est, dans le jargon des économistes, la période beaucoup plus longue de la vie humaine allant de la « jeunesse à l'âge adulte jusqu'à la vieillesse/Cap T ». Cette section commence par la transition « école-travail » et les différences très délicates entre les individus dans les âges « mixtes » ou transitoires, de 15 à 25 ans par exemple, puis dans les parcours professionnels, les transitions d'emploi, etc. Ce qui est très différent dans ces périodes (et leurs sous-périodes), c'est dans une large mesure les outils et leviers « politiques et programmatiques » pour améliorer les résultats et leurs modes d'engagement et de contact avec l'enfant, ainsi que le mélange relatif d'engagement dans trois grandes catégories d'"institutions" (soit « sociales », « étatiques/gouvernementales » et « économiques »).

En particulier, un projet sur le capital humain en Afrique devrait reconnaître le rôle très important dans le capital humain de la manière dont les capacités et les compétences qui augmentent le capital humain sont acquises lorsque l'on est jeune (et il s'agit d'un ensemble d'aptitudes, de compétences, de valeurs, de dispositions, d'attitudes et de traits « doux » et « durs ») et ensuite comment ces capacités individuelles sont intégrées de manière productive (ou non) dans divers rôles en tant qu'adultes : parents, dirigeants communautaires, citoyens, travailleurs, entrepreneurs, dirigeants politiques, leaders d'opinion, etc. En d'autres termes, le « capital humain en Afrique » devrait inclure à la fois la manière dont le capital humain est formé, développé et créé en Afrique, mais aussi la manière dont ce capital humain est déployé, façonné et utilisé en Afrique pour permettre aux individus de promouvoir leur bien-être, celui de leur famille, de leur communauté, de leur ville, de leur région et de leur pays.

La troisième partie traite de « l'utilisation » du capital humain. La première partie traite principalement de l'acquisition de capacités chez les jeunes et en particulier de l'acquisition de compétences cognitives dans le cadre de la scolarité formelle de la maternelle à la 12^e année. La deuxième partie élargit le champ d'application à la fois avant et après la maternelle et le secondaire. L'argument est que les défis auxquels l'Afrique est confrontée se situent au moins autant dans la phase « d'"utilisation" » que dans la phase « d'accumulation » et que, sans amélioration de « l'utilisation » - comment le travail et le capital humain sont déployés de manière productive dans l'économie - les progrès ultérieurs dans l'accumulation pourraient être d'une valeur limitée (voire, pourrait-on craindre, contre-productifs).

Cela suggère à son tour que la recherche s'éloigne de la simple vision "accumulationniste" du capital humain représenté par un simple agrégat de « facteurs » de « capital » et de « capital humain » dans des modèles de croissance tels que le modèle Solow/Swann et qu'elle développe la recherche sur les liens entre les mesures et les types de capital humain et les déterminants plus profonds de l'évolution de la productivité économique. Nous ne pouvons ignorer que la principale raison pour laquelle le capital humain est faible en Afrique est que le capital humain est incorporé dans les personnes qui travaillent en Afrique.

Conclusion

Nous vivons une période intéressante pour la recherche sur le capital humain en Afrique. Le paradigme dominant depuis une cinquantaine d'années dans l'éducation mondiale a été de confondre « investir dans le capital humain » et « dépenser pour l'école ». Cela a engendré le paradoxe d'une expansion très rapide de l'accès, de la scolarisation et des résultats scolaires, et donc d'une scolarisation beaucoup plus importante, mais avec des niveaux d'apprentissage généralement faibles (et, d'après de nouvelles données, en baisse séculaire).

Le paradigme a changé de sorte qu'il est de plus en plus reconnu que l'avenir de « l'investissement dans le capital humain » doit se concentrer sur la création de compétences valorisées (et ces compétences ont une valeur personnelle, communautaire, sociale et économique ; il ne s'agit pas de réduire l'apprentissage à ce qui est valorisé de manière instrumentale sur un marché pendant la scolarité. Ce changement de paradigme global nécessite des changements dans les priorités de la recherche sur l'enseignement et l'éducation de base et nous en avons souligné trois : (i) un passage à l'utilisation de mesures de « production » et de « résultats » qui ne se limitent pas au « temps passé » mais au « capital humain acquis » ; (ii) une attention moindre portée aux déterminants immédiats, en particulier aux "intrants fins" au niveau du système, pour se concentrer sur le « pourquoi » et le « comment » et sur les réalités de la mise en œuvre, sur la manière dont les déterminants immédiats des déterminants immédiats structurent les choix et les résultats endogènes ; et (iii) une prise en compte explicite de l'importance de l'éducation pour la croissance économique et le développement durable ; et (iii) à une prise en compte explicite de la politique de l'apprentissage et à un rejet explicite de l'utilisation naïve du « normatif comme positif » comme base pour les « recommandations politiques » et la formation de meilleurs modèles sur les raisons pour lesquelles les gouvernements font ce qu'ils font dans le domaine de l'éducation de base.

Session 2

Investissements en Capital Humain et Croissance Économique en Afrique subSaharienne : Fécondité, Capital Humain en Début de Vie et Investissements dans la Scolarisation

Président de séance :	S.E. Dr. Kheswar Jankee , <i>Ambassadeur, Ambassade de Maurice en Russie</i>
Conférencier :	Prof. Jere R. Behrman , <i>Département d'Économie, Université de Pennsylvanie, États-Unis</i>
Discutant :	Dr. Sherillyn Raga , <i>Institut de Développement d'Outre-mer (ODI), Royaume-Uni</i>

L'Afrique subsaharienne (ASS) est exceptionnelle parmi les principales régions du monde en ce qui concerne ses expériences en matière de capital humain et de fertilité humaine, ce qui a des implications importantes pour la croissance économique. La scolarisation est la forme de capital humain sur laquelle la littérature empirique s'est le plus concentrée. Les progrès de la scolarisation en Afrique subsaharienne ont été inférieurs à ceux des autres régions du monde, et l'Afrique subsaharienne occupe aujourd'hui la dernière place en termes de niveau moyen de scolarisation (Barro et Lee, 2013). L'ASS est également à la traîne en ce qui concerne la plupart des autres indicateurs du capital humain. L'ASS est la seule grande région dont l'indice synthétique de fécondité (ISF) dépasse quatre enfants par femme, résultat d'un déclin plus tardif et plus lent de la fécondité (UNDESA, 2019). En raison principalement de cette fécondité élevée, les Nations unies prévoient qu'elle deviendra la région la plus peuplée du monde d'ici la fin du siècle. Dans le cadre du modèle standard quantité-qualité de la fécondité, l'exceptionnalité de l'ASS en termes d'investissements en capital humain et en termes de fécondité humaine n'est pas indépendante, mais vraisemblablement interconnectée.

L'une des principales contributions du projet de recherche collaborative du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) sur le capital humain et la croissance en Afrique est d'adopter une vision beaucoup plus large que celle de nombreuses études antérieures sur ce qui constitue le capital humain et sur les canaux par lesquels le capital humain peut agir. Ce document résume deux des articles du projet qui adoptent des aspects de cette perspective plus large et les implications pour les politiques en ce qui concerne certaines composantes importantes de la façon dont le capital humain peut agir sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : « Le changement de fertilité et la croissance du capital humain en Afrique » par Tom Vogl (2021) et « Les investissements en capital humain au début de la vie en Afrique subsaharienne » par Jere R. Behrman et Claudia Vazquez (Behrman et Vazquez, 2021).

L'article de Vogl cherche à documenter les tendances récentes en matière de fécondité et de capital humain, en particulier de scolarisation, en Afrique subsaharienne, à mettre en lumière leurs liens et à identifier les questions clés concernant leurs trajectoires futures, en commençant par le cadre du modèle de fécondité qualité-quantité. Dans le cadre d'une fonction de production agrégée, l'augmentation du capital humain des femmes peut avoir un impact sur la croissance de la production en réduisant le nombre de travailleurs dans la génération des enfants et en augmentant leur capital humain, avec des impacts multiples sur la croissance.

Behrman et Vazquez (2021) mettent l'accent sur les investissements en capital humain au début de la vie, au stade du cycle de vie préscolaire, qui sont particulièrement importants en raison des développements physiques et neurologiques rapides qui se produisent à ce stade du cycle de vie et qui jettent les bases des investissements en capital humain ultérieurs à l'âge scolaire et au-delà, et présentent souvent des complémentarités dynamiques essentielles avec ces investissements (Black et al., 2021 ; Ritcher et al., 2019 ; Black et al., 2017 ; Engle et al., 2011 ; Cunha et al., 2010 et Heckman, 2006). Le soutien au développement du capital humain au début de la vie doit être multidimensionnel, comme le reconnaissent explicitement les recommandations de l'OMS et de l'UNICEF (Black et al., 2021 ; et OMS/UNICEF, 2018).

En effet, le cadre des soins nourriciers, avec ses cinq (5) composantes relatives à l'apprentissage, à la santé, à la nutrition, aux interactions réceptives et à la sécurité, constitue un élément important dans la vie de l'enfant. Ce soutien au début de la vie provient généralement des familles, mais de plus en plus avec l'âge des enfants en interaction avec des environnements plus larges, des institutions et des politiques (Black et al., 2021). Toutefois, à l'heure actuelle, on estime que 250 millions d'enfants de moins de cinq (5) ans dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), dont plus de 116 millions en Afrique subsaharienne, risquent de ne pas développer leur potentiel en raison d'un soutien inadéquat à leur développement (Black et al., 2017 ; Ritcher et al., 2017 ; Lu et al., 2016).

L'article de Behrman et Vazquez (2021) se concentre sur trois dimensions générales du soutien au développement du capital humain des enfants d'Afrique subsaharienne à ce stade critique du cycle de vie préscolaire : les soins nourriciers jusqu'à l'âge de cinq ans, la nutrition jusqu'à l'âge de cinq ans, mais surtout avant l'âge de deux ans, et les programmes préprimaires en général pour les enfants de trois à cinq ans. Il ne s'agit pas des seules dimensions du soutien aux enfants à ce stade du cycle de vie, mais elles englobent trois dimensions importantes de ce soutien pour lesquelles il existe un certain nombre de preuves dans les PRFM en général, et pour lesquelles des recherches supplémentaires sont nécessaires pour l'Afrique subsaharienne.

Le capital humain au début de la vie, tel que le développement nutritionnel, cognitif et socio-émotionnel au cours des premières années de la vie, est de plus en plus considéré comme indispensable au développement du capital humain, avec des répercussions sur la croissance économique lorsque les enfants deviennent adultes, par le biais des multiples canaux de la fonction de production agrégée.

Conclusion et Recommandations Politiques

Améliorer la collecte de données et les dossiers administratifs : Pour comprendre la situation de la fécondité, des investissements en capital humain au début de la vie et de la scolarisation en Afrique subsaharienne, ainsi que les domaines politiques prioritaires, il est impératif de disposer de données de qualité. Parmi les caractéristiques importantes de ces données, on peut citer : la représentativité (soit en couvrant l'ensemble de la population concernée, soit en constituant des sous-échantillons représentatifs de la population concernée) ; l'actualité, afin que les problèmes puissent être étudiés ou traités sans trop de retard ; la couverture des caractéristiques des individus, des familles et des prestataires de services (y compris la qualité des services) ; la couverture des données sur les coûts et celles nécessaires pour estimer les impacts ; et, pour certains objectifs, des données longitudinales dans lesquelles les individus et/ou les prestataires de services sont suivis afin de vérifier les modèles et les résultats dynamiques. La collecte de données de haute qualité a bien sûr un coût. Mais les gains potentiels en termes de meilleure compréhension et de meilleure conception des politiques sont considérables. Ces données sont susceptibles d'avoir des composantes de biens publics substantielles qui conduiraient à une collecte de données inefficace si elle était laissée aux marchés privés, de sorte que le soutien du secteur public est susceptible d'être fondamental pour assurer une collecte adéquate de ces données.

allouer des ressources aux investissements liés à l'enfance et à la fécondité qui reflètent les taux de rendement apparemment relativement élevés de ces investissements: Sur la base des études et des estimations du coût de la vie ci-dessus, certains investissements potentiellement très rentables dans la santé génésique et les premières années de la vie méritent d'être sérieusement pris en considération en Afrique subsaharienne, notamment la maîtrise de la fécondité, les soins maternels et infantiles avant et après la naissance, la nutrition des premières années de la vie, la stimulation des premières années de la vie et les soins nourriciers, ainsi que les programmes pré primaires. Bien que les données soient limitées, il semble que ces investissements privés soient limités par les imperfections des marchés des capitaux et de l'information, qui sont particulièrement

graves pour les membres les plus pauvres de la société. Ces investissements peuvent donc être souhaitables tant du point de vue de l'efficacité et de la distribution en faveur des pauvres que du point de vue des droits de l'homme. Il semblerait que, dans de nombreux cas, les taux de rendement escomptés soient élevés par rapport à de nombreuses autres utilisations possibles des ressources. Il est toutefois important de ne pas suivre aveuglément les bons exemples provenant d'autres contextes, mais de les adapter aux contextes particuliers de certains pays d'Afrique subsaharienne et de les suivre et de les évaluer avec soin, peut-être sur la base de projets pilotes, en déployant de manière séquentielle et aléatoire de nouveaux programmes et en les ajustant ou en les abandonnant si le suivi et l'évaluation suggèrent que c'est approprié. L'accent mis sur l'amélioration de l'accès ne doit pas négliger les dimensions de la qualité et de l'équité. Bien que Vogl (2021) ne présente pas d'estimations du rendement des investissements visant à améliorer le contrôle de la fertilité et la scolarisation des femmes, les associations qu'il présente suggèrent que les taux de rendement de ces investissements pourraient être assez élevés, et qu'il conviendrait donc d'examiner si de tels investissements pourraient être justifiés en plus des investissements dans le capital humain au début de la vie.

Réduire ou éliminer les obstacles qui empêchent les femmes d'exploiter pleinement leur potentiel : Les obstacles formels ou informels qui empêchent les femmes d'exploiter pleinement leur potentiel dans l'éducation, sur les marchés du travail et dans d'autres activités sont susceptibles de réduire les incitations à réduire la fécondité et à investir dans le capital humain des femmes au début de leur vie et par la suite. Par conséquent, la réduction, ou mieux encore, l'élimination de ces obstacles, est susceptible d'entraîner une plus grande productivité, une plus grande efficacité et une plus grande égalité, en partie grâce à la réduction de la fécondité et en partie grâce à l'augmentation des investissements dans le capital humain des femmes tout au long de leur vie.

Coordination entre les secteurs et les parties prenantes : La santé génésique et le développement de la petite enfance sont par nature multidimensionnels et les services de différents secteurs doivent être intégrés et bien coordonnés. Cependant, dans de nombreux pays, les fonctions concernées sont attribuées à différents ministères, tels que ceux de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Une coordination inadéquate est susceptible d'entraîner des inefficacités, étant donné que différentes décisions pertinentes sont prises par différentes personnes confrontées à des contraintes différentes. Il peut donc s'avérer nécessaire de mettre en place des mécanismes de coordination, tels que des comités interministériels axés sur le développement de l'enfant au sens large et dotés d'un mandat politique de haut niveau. Si le programme est à grande échelle, la coordination entre les différents niveaux de gouvernement est également importante, car certaines fonctions incombent généralement au gouvernement national (par exemple, l'établissement de mécanismes et de lignes directrices d'assurance qualité, le suivi et l'évaluation) et d'autres restent dans les administrations locales (fourniture de services, recrutement et formation du personnel). La stabilité budgétaire et l'institutionnalisation des programmes (par exemple par la loi ou d'autres normes) sont indispensables pour que les systèmes de coordination se consolident et évoluent avec succès.

Incitations à la prise de bonnes décisions par les fonctionnaires et les particuliers dans les entités privées : Les gouvernements et les autres entités du monde économique sont des institutions vastes et complexes, composées de multiples décideurs confrontés à des contraintes variées. Il est donc important que les processus dans lesquels ces institutions et les individus qui les composent prennent des décisions soient aussi transparents que possible. Il est également important que ces institutions et les individus qui les composent soient incités, que ce soit sous forme monétaire, en termes de reconnaissance ou en termes d'accès aux ressources à plus long terme, à favoriser la réalisation des objectifs de la société, à savoir accroître le bien-être en améliorant l'efficacité et en atteignant des objectifs de répartition.

Session 3

Accumulation du Capital Humain en Afrique : Éléments Moteurs, effets et Perspectives d'Avenir

Président de séance :	Hon. Kobygda Larba Issa , <i>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso</i>
Conférencier :	Prof. Germano Mwabu , <i>Département d'Économie, Université de Nairobi, Kenya</i>
Discutant :	Prof. Olu Ajakaiye , <i>Centre Africain pour le Renforcement des Capacités de Développement Partagé, Nigeria</i>

La région de l'Afrique subsaharienne (ASS) a une population jeune et la plupart des personnes actives travaillent, mais sont pauvres (Fields, 2000). Les pays africains les plus pauvres sont à la traîne en ce qui concerne la formation du capital humain qui, dans le présent document, se limite à l'accumulation des stocks de santé et d'éducation. Le rendement salarial de l'expérience professionnelle est généralement faible en Afrique subsaharienne, ce qui suggère que les travailleurs de la région ne bénéficient pas autant de la formation en cours d'emploi que dans des régions comparables, telles que l'Amérique latine et l'Asie du Sud. Certaines études suggèrent que le capital humain en matière d'éducation, renforcé par la technologie ou les connaissances techniques (Papadavid et al., 2021), est la clé de la croissance en Afrique subsaharienne. Dans le même ordre d'idées, Behrman et al. (2017) démontrent que l'augmentation des salaires et des revenus agricoles est due à l'accumulation du capital éducatif plutôt qu'à la nutrition ou à la force physique (brawn), tout en montrant que la santé des enfants améliore la productivité du travail à l'âge adulte, mais par le biais de ses effets sur la scolarisation et l'apprentissage.

Les déterminants et les effets de l'accumulation de capital humain (ACH) sont bien étudiés (voir, par exemple, Schultz et Strauss, 2008). Cependant, on sait peu de choses sur les contraintes latentes de l'ACH, telles que les écarts entre l'intention et l'action et les coins. On manque également de données sur les politiques visant à résoudre ces contraintes cachées (Leonard, 2021). En outre, les informations systématiques concernant les effets de l'ACH sur l'inégalité et la prospérité partagée n'ont été documentées que dans quelques pays d'Afrique subsaharienne (Epo et al., 2021), mais les mécanismes à l'origine de ces effets restent généralement inconnus. Ce document fait un petit pas vers la résolution de ces questions, en particulier en ce qui concerne la formation du capital humain dans les domaines de l'éducation et de la santé en Afrique

subsaharienne, en s'appuyant principalement sur les recherches récentes du CREA (Pritchett, 2021), Lucas (2023) et sur un petit nombre d'études en dehors des travaux du CREA (voir, par exemple, Pritchett, 2001 ; Schultz et Strauss, 2008).

Points à Retenir

L'indice de santé des cinq pays d'Afrique subsaharienne étudiés par Epo et al. (2021) se situe à 78 % de sa limite supérieure. Il est intéressant de noter que pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, l'espérance de vie dans la région en 2021 était de 60,1 ans, soit environ 71 % de la limite supérieure, c'est-à-dire 85 ans (PNUD, 2022). Cependant, les résultats dans le domaine de l'éducation sont moins impressionnants. Le taux de scolarisation pour l'échantillon de cinq pays au cours de la période 1970-1990 était de 26 % de sa limite supérieure (Epo et al., 2021). Là encore, pour l'ensemble de l'ASS (sur la base de l'ensemble de données Barro-Lee), le niveau de scolarisation de la région pour la période 1960-1985 était en moyenne de 2,67 années (Pritchett, 2001) par rapport à un maximum de 15 à 18 ans. En 2021, la scolarisation en ASS avait presque doublé pour atteindre 6 ans, mais cela ne représentait que 33,3% de la limite supérieure (PNUD, 2022). L'Afrique subsaharienne a donc encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre la frontière de son capital éducatif, qui correspond actuellement au nombre d'années nécessaires à un individu pour obtenir une maîtrise. La distance est encore plus longue si l'on considère les acquis de l'apprentissage.

Les investissements directs étrangers sont de puissants moteurs des stocks de santé et d'éducation en Afrique subsaharienne. L'association entre la scolarisation et l'apprentissage dans la région est faible mais positive. Sur ce point, il est démontré que "d'une manière générale, les pays où la scolarisation est plus importante ont également plus d'apprentissage, mais la relation n'est pas purement linéaire. Certains pays offrent plus d'apprentissage pour chaque année supplémentaire d'éducation". Au niveau mondial, c'est à Singapour que le rendement d'une année de scolarité est le plus élevé, tandis qu'au Kenya, c'est dans la région africaine qu'il est le plus élevé.

L'utilisation des services de santé améliore la santé (réduit la probabilité de déclaration de maladie dans la population générale), mais pas dans tous les pays (Mwabu, 2022). Les données des enquêtes auprès des ménages montrent une forte corrélation positive entre la formation du capital humain et le revenu des ménages, mais ces données sont basées sur un petit échantillon de pays. La part salariale du capital humain en Afrique subsaharienne est de 26 à 38 %, contre 62 à 73 % dans les économies développées (Pritchett, 2001), ce qui indique que la contribution du capital humain à la croissance en Afrique subsaharienne est bien en deçà de son potentiel. L'accumulation de capital humain n'est pas suffisante pour amorcer et maintenir des taux de croissance élevés en Afrique. En outre, des apports complémentaires et des incitations visant à stimuler la pleine utilisation du capital disponible sont nécessaires.

Les effets de l'égalisation du capital humain sur la pauvreté, l'inégalité et la prospérité partagée sont mitigés, mais ces preuves proviennent d'un échantillon restreint et sélectif de pays. La sous-performance des citoyens et des décideurs politiques en matière d'accumulation et d'utilisation du capital humain peut être corrigée à l'aide de « mesures d'incitation », d'une supervision par les pairs et d'un service de messagerie courte (SMS) - une « mesure d'incitation » électronique. Ces types de mesures d'incitation complètent les efforts

et autres apports dans la production de capital humain, en particulier dans la restauration de la santé (Wagstaff et al., 2019) et dans la récupération des niveaux d'apprentissage antérieurs, en particulier après leur érosion par les pandémies et les chocs climatiques.

La productivité des systèmes de santé et d'éducation est probablement davantage limitée par des problèmes de motivation, de supervision et de gestion que par le manque de personnel qualifié ou d'installations. En outre, il n'existe pas de mécanismes politiques permettant de garantir que les systèmes de santé et d'éducation sont équitables et justes dans le processus d'accumulation du capital humain. Par conséquent, les services de haute qualité offerts par ces systèmes sont généralement inaccessibles aux pauvres. L'Afrique subsaharienne ne dispose que de peu d'éléments sur la manière dont ces problèmes peuvent être résolus.

En utilisant l'investissement direct étranger pour accumuler du capital humain en Afrique, il faut tenir compte du fait que les bénéfices de cet investissement dépendent de manière critique des structures des économies nationales. Le type de flux d'investissement détermine également la forme de capital humain accumulé. Les dépenses consacrées à l'accumulation de capital humain devraient être guidées par le rendement de la scolarisation, c'est-à-dire l'apprentissage, et par le rendement de la fourniture de services de santé, c'est-à-dire la guérison ou la prévention des maladies.

Les gestionnaires des systèmes de santé et d'éducation doivent mettre au point des mécanismes d'incitation pour aider les prestataires et les utilisateurs de services à faire face aux problèmes d'autocontrôle lorsqu'ils s'engagent dans des activités de formation du capital humain. Les incitations devraient être utilisées pour compléter ou suppléer les outils de gestion, de supervision et d'administration, par exemple les interdictions de fumer, les règles scolaires et les incitations financières qui peuvent être utilisées pour faire une différence dans la vie des gens en mettant en œuvre même de petits aspects des politiques gouvernementales existantes (Halpern, 2016). La conception des mesures d'incitation pour les décideurs politiques de haut niveau est compliquée car ces acteurs n'ont pas de superviseurs, mais les mesures d'incitation pourraient être intégrées dans les processus politiques par lesquels ils sont nommés ou dans les structures institutionnelles dans lesquelles ils travaillent.

Lors d'une discussion en séance plénière sur ce document, le professeur Olu Ajakaiye en a tiré les enseignements pour la conception et la mise en œuvre de politiques efficaces en matière d'éducation et de santé en Afrique subsaharienne, et a souligné les points suivants :

- Premièrement, le capital humain comprend les connaissances, l'apprentissage et les compétences acquises par l'éducation, la formation, la culture et la socialisation, ainsi que le capital santé que les gens accumulent grâce à une meilleure nutrition, des soins médicaux de qualité, des vaccinations de routine, la capacité à contrôler les pandémies de maladies et l'adoption de bons modes de vie.
- Deuxièmement, l'utilisation des stocks de capital humain disponibles, complétés par d'autres facteurs de production, permet aux individus de réaliser leur potentiel humain en tant que membres productifs de la société, et les aide ainsi à se rapprocher de la notion de santé de l'OMS (1948) en tant qu'indicateur d'un "bien-être physique, mental et social complet.

- Par conséquent, les décideurs africains doivent :
 - Intensifier et maintenir la fourniture de services de santé de qualité, abordables, accessibles et équitables.
 - Améliorer la qualité de l'enseignement primaire afin de maximiser l'apprentissage pour chaque année de scolarité.
 - Augmenter de manière significative les résultats de l'enseignement primaire et supérieur afin de répondre aux exigences de compétences élevées de l'agenda de développement national et continental 2063 pour une Afrique prospère, caractérisée par un taux de croissance élevé, inclusif et durable.
 - Accroître la disponibilité des écoles pour améliorer la scolarisation de la population générale, en particulier parce que la scolarisation et l'apprentissage sont généralement positivement corrélés (Pritchett, 2021 ; Lucas, 2023), et aussi parce que la disponibilité favorise la scolarisation (Foster et Rosenzweig, 1996).
- Cependant, la réalisation des avantages potentiels susmentionnés n'est pas automatique, car beaucoup dépend de la structure des économies africaines, d'opportunités d'emploi suffisantes et décentes, en particulier pour les jeunes, et d'un environnement propice à l'utilisation efficace et effective de tous les facteurs de production, et pas seulement du capital humain.
- En particulier, il est nécessaire de :
 - Examiner et traiter sérieusement les contraintes qui pèsent sur la formation du capital humain au niveau microéconomique et sur le lieu de travail.
 - Mettre en œuvre des politiques à l'échelle du système et de l'économie pour garantir que le développement du capital humain vise à répondre aux besoins existants et émergents dans tous les déciles de la population et toutes les régions géographiques.
 - Mettre en œuvre des stratégies de développement du capital humain axées sur la demande afin de garantir que le stock accumulé est utilisé efficacement et que sa production est à la fois rentable et équitable.
- Enfin, bien qu'il ait été démontré que l'investissement direct étranger est un moteur important de l'accumulation de capital humain en Afrique, le succès dans ce domaine dépend essentiellement des facteurs suivants :
 - Des activités et des politiques appropriées en matière de contenu local
 - Des politiques et des pratiques de rapatriement des bénéficiaires bien négociées.
 - Des cadres juridiques et institutionnels appropriés qui protègent toutes les parties prenantes.
 - Des lois sur le travail et la propriété claires et applicables
 - Un environnement local paisible et favorable aux entreprises.

Session 4

L'éducation en Afrique : Progressions de Carrière, Lacunes dans les Résultats d'Apprentissage et Réponse à la Crise de l'Apprentissage

Président de séance :	Dr. Wilson T. Banda , Gouverneur, Banque Centrale du Malawi
Conférenciers:	Prof. Adrienne Lucas & Dr. Gerald Ipapa , Lerner College of Business & Economics, Université du Delaware, États-Unis
Discutant :	Dr. Elizabeth Nanziri , Université de Stellenbosch, Afrique du Sud

La scolarisation et le développement du capital humain sont des contributions importantes à la fois aux moyens de subsistance des individus et à la croissance et au développement économique de l'ensemble d'un pays. Au milieu des années 1990, l'Afrique subsaharienne a connu une crise de faible taux de scolarisation, avec seulement 54 % des élèves en âge de fréquenter l'école primaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire de l'Afrique subsaharienne. Le manque d'accès à la scolarisation, c'est-à-dire la quantité de scolarisation, a été remplacé par une crise de la qualité de l'apprentissage. Les obstacles à la scolarisation ayant diminué, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire est désormais supérieur à 80 % (UNESCO 2019). Pourtant, dans de nombreux cas, les écoles continuent de décevoir les enfants qu'elles sont censées servir en ne leur transmettant pas les connaissances adéquates pour réussir. Par exemple, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, environ trois quarts des élèves de troisième année ne peuvent pas lire une phrase simple (Banque mondiale 2018). Cette « crise de l'apprentissage », où les élèves sont scolarisés mais n'apprennent pas, est grave. L'ampleur de ce problème a été reconnue et codifiée dans l'objectif numéro 4 des objectifs de développement durable, qui met l'accent sur une « éducation de qualité » et pas seulement sur le nombre d'années de scolarisation.

Lacunes dans les Résultats de l'Apprentissage

L'un des défis à relever pour comprendre comment améliorer la qualité de l'éducation est d'appréhender l'ampleur du problème. Les données sur le nombre d'années d'études achevées sont facilement disponibles dans les différents pays. La mesure de l'apprentissage réel est une question beaucoup plus complexe. Un deuxième défi consiste à comprendre les différences potentielles entre ce qui est énoncé dans les politiques et ce qui se passe dans la pratique. Dans « Deux grandes lacunes dans l'offre de capital humain », Noam Angrist et Stefan Dercon (ci-après AD) s'attaquent à la fois à l'écart quantité-qualité (la différence entre le temps passé à l'école et la quantité de connaissances acquises) et à l'écart politique-pratique (la différence entre les politiques énoncées par les ministères de l'éducation et les services effectivement reçus par les ménages).

L'écart entre quantité et qualité indique que la scolarité et l'apprentissage ne sont pas identiques. Ce n'est pas parce qu'un enfant termine une année scolaire qu'il n'a pas acquis toutes les compétences nécessaires. L'Institut de statistique (ISU) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dispose de données comparables sur la quantité de scolarisation, c'est-à-dire les années d'enseignement, dans les différents pays. Les données sur les résultats de l'apprentissage sont plus rares. Angrist et al. (2021) ont harmonisé les données recueillies par douze tests internationaux distincts entre 2000 et 2017 dans 164 pays - le pays le plus couvert ne dispose de données que pour 10 ans et certains pays, comme l'Éthiopie, ne disposent de données que pour une année sur l'ensemble de la période.

Le système scolaire qui offre la meilleure qualité est celui de Singapour. En Afrique, le pays où le rendement de l'apprentissage est le plus élevé pour chaque année de scolarité est le Kenya. C'est en Afrique subsaharienne que la différence entre la qualité de l'enseignement et la quantité d'apprentissage est la plus importante. Cette différence peut être considérée comme l'efficacité du secteur scolaire - la quantité d'apprentissage que les élèves acquièrent pour chaque année passée à l'école. Après ajustement en fonction de l'apprentissage acquis, les 8,2 années médianes de scolarisation attendues en Afrique subsaharienne diminuent de 3,3 années complètes pour atteindre 4,9 années, soit une baisse de plus de 40 %. En d'autres termes, les enfants d'Afrique subsaharienne ne reçoivent qu'environ 60 % de l'apprentissage qu'ils devraient recevoir pour chaque année passée à l'école.

Les différences entre les pays d'Afrique subsaharienne sont plus marquées pour les années de scolarisation que pour les Années de scolarité corrigées de l'apprentissage (LAYS), ce qui reflète les différents niveaux d'efficacité de l'apprentissage entre les pays d'une même région. D'une manière générale, les pays ayant une plus grande quantité d'années de scolarité ont également plus d'apprentissage, mais la relation n'est pas purement linéaire. Certains pays offrent plus d'apprentissage pour chaque année supplémentaire d'éducation. Le Ghana, l'Indonésie et le Viêt Nam ont tous trois un niveau moyen attendu d'environ 12 années de scolarité, mais leurs élèves obtiennent des résultats très différents à un test commun, ce qui démontre les différences d'apprentissage entre les trois pays. Le Ghana obtient des résultats inférieurs à ce qui

est considéré comme le niveau minimum. Le Vietnam obtient des résultats supérieurs de plus de deux écarts-types. L'Indonésie se situe entre les deux. D'autres pays dont les résultats sont comparables à ceux du Ghana font état d'une scolarité d'environ 5 ans, contre 12 ans pour le Ghana. Au même niveau de résultats que l'Indonésie, on trouve des pays où le nombre d'années de scolarisation attendues est compris entre 7 et 13. Les résultats du Viêt Nam se rapprochent davantage de ceux des pays où la durée de scolarisation attendue est de 14 ans.

Messages Politiques Clés :

Quelques thèmes clés se dégagent des trois études.

1. Toute solution visant à améliorer les faibles résultats des élèves doit adopter une approche à l'échelle du système.
2. Les solutions devront impliquer non seulement les enseignants et les élèves, mais aussi les parties prenantes jusqu'aux décideurs nationaux.
3. En raison de l'absence de collecte systématique de données, l'ampleur du problème et les différences entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci ne sont pas connues.
4. La collecte de données a permis d'élucider la crise de l'apprentissage - une meilleure collecte de données sur les autres acteurs du système est nécessaire pour comprendre les limites existantes et les solutions potentielles.
5. Une fois collectées, les données doivent également être partagées de manière significative afin d'inciter à l'action.

Session 5

Panel Politique de Haut Niveau

Président de Séance : **Son Altesse Royale (SAR), la Reine Nozizwe Mulela,**
Le Royaume d'Eswatini

Panélistes :

- **Dr. Rose Ngugi,** *Directrice Exécutive, Institut Kenyan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPRA)*
- **Dr. Martha Muhwezi,** *Directrice Exécutive, FAWE*
- **Mme Barbra Barungi,** *Partenaire de Gestion, Imara Africa*
- **S. E. Dr. Kheswar Jankee,** *Ambassadeur, Ambassade de Maurice en Russie*
- **Hon. Issa-Toure Salahaddine,** *Président de l'Assemblée Nationale, Togo*
- **Prof. Ahoure Alban Alphonse E.** *Directeur, Centre de Recherche Économique et Sociale (CAPEC)*

Des Hauts Responsables Politiques Africains Réaffirment le Rôle Important du Capital Humain dans le Développement de l'Afrique

Lors d'un séminaire politique de haut niveau organisé à Nairobi, au Kenya, les 29 et 30 mars 2023, par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG) sur le thème "Développement du capital humain en Afrique", des décideurs politiques de haut niveau du continent africain ont adopté une déclaration affirmant leur ferme engagement à soutenir le développement du capital humain pour une meilleure transformation des économies africaines.

Déclaration

Nairobi, le 30 mars, 2023

Nous, les hauts responsables politiques africains, réunis à l'occasion du séminaire politique de haut niveau du CREA,

Affirmant que le capital humain - l'éducation, les compétences, la culture, le sexe et la santé d'un peuple - est crucial pour le développement des pays africains et joue un rôle central dans la transformation des économies africaines,

Reconnaissant que l'Afrique subsaharienne est, de toutes les régions du monde, celle qui obtient les résultats les plus faibles selon l'indice du capital humain de la Banque mondiale, qui mesure la qualité de l'investissement des pays dans la prochaine génération de travailleurs,

Reconnaissant en outre que l'accès des ménages aux soins de santé, à la scolarisation et aux équipements et outils permettant d'améliorer la qualité de vie s'est amélioré, l'objectif du capital humain et de la qualité de vie accuse toutefois un retard important,

Se félicitant du fait que, même si l'accès aux sources de capital humain est encore faible en Afrique, il a augmenté de manière significative au cours des deux dernières décennies,

Notant que le développement du capital humain est fondamental pour construire une croissance durable, résiliente et inclusive en Afrique, et que l'investissement dans les

êtres humains pour de meilleurs résultats sociaux et économiques à l'avenir - grâce à une éducation de qualité, des soins de santé, une nutrition, des emplois et des compétences - est primordial pour mettre fin à l'extrême pauvreté et créer des sociétés plus inclusives,

Notant en outre que le développement du capital humain en Afrique nécessite un effort massif et coordonné pour renforcer la quantité, l'efficacité et l'impact des investissements dans les personnes. Il est donc nécessaire de faciliter les réformes politiques, les plans d'action et l'apprentissage transnational au niveau régional et national.

Conscients de la réalité des contraintes majeures qui pèsent sur l'accumulation du capital humain, telles que la faiblesse de la gestion des finances publiques (GFP) et des systèmes de prestation de services (SDM),

Conscients également de la nécessité d'aborder les réformes politiques qui permettraient aux jeunes Africains de grandir dans des conditions de santé optimales et d'acquérir les compétences nécessaires pour être compétitifs dans l'économie numérique mondiale,

Conscients du besoin urgent de réformes politiques et d'innovations institutionnelles en matière de développement du capital humain pour surmonter ces obstacles, en mettant l'accent sur une mise en œuvre plus rigoureuse,

Reconnaissant l'importance de s'attaquer aux problèmes liés au développement du capital humain et la manière d'améliorer la capacité du continent et de ses décideurs à relever les défis du développement du capital humain et à tirer parti des opportunités qu'ils présentent, alors qu'il fait face à ses défis en matière de développement,

Recommandations

1. **Affirmer** qu'aider les décideurs politiques et les autres acteurs à améliorer la production et la gestion des connaissances sur le capital humain de l'Afrique afin de s'attaquer aux principales contraintes qui pèsent sur l'accumulation du capital humain et de relever efficacement ces défis,
2. **Saluer** le rôle fondamental du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et de ses institutions partenaires dans le renforcement des capacités en vue de promouvoir des politiques fondées sur des données probantes et de générer la base de connaissances nécessaire à la prise de décision sur des questions de politique économique aussi importantes que le capital humain,
3. **Prendre note** des multiples crises mondiales qui se chevauchent - y compris la pandémie de COVID-19, les catastrophes naturelles induites par le changement climatique et les conflits armés régionaux, qui ont souligné la nécessité de protéger et de renforcer le capital humain dans l'effort global pour sauver des vies, promouvoir le bien-être et préserver la productivité future.,
4. **Confirmer** l'exploitation des technologies et des innovations dans les projets pour développer davantage le capital humain et soutenir les réformes politiques pour surmonter les contraintes juridiques et réglementaires,

5. **Confirmer en outre** la tenue de consultations au sein de nos propres gouvernements, tant au niveau national qu'infranational, afin d'explorer les possibilités de faire progresser la recherche pour renforcer la base de connaissances et la demande de capital humain,
6. **Nous appelons** à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la déclaration d'Abidjan du 15 juillet 2021, qui a établi trois priorités pour l'Afrique : (i) l'amélioration du capital humain, (ii) la création d'emplois par le biais de politiques de développement du secteur privé, et (iii) la relance économique.

ANNEXE A

Documents du Séminaire

- Session 1 : ***Un Cadre Économique Global sur le Cycle de Lie pour le Capital Humain en Afrique*** par **Lant Pritchett**, Université de Harvard, USA
- Session 2 : ***Investissements en Capital Humain et Croissance Économique en Afrique*** par **Prof. Jere R. Behrman**, Département d'Économie, Université de Pennsylvanie, USA
- Session 3 : ***Accumulation du Capital Humain en Afrique : Éléments Moteurs, Effets et Perspectives d'Avenir*** par **Prof. Germano Mwabu**, Département d'Économie, Université de Nairobi, Kenya
- Session 4 : ***L'éducation en Afrique : Progression des Carrières, Lacunes dans les Résultats d'Apprentissage et Réponse à la Crise de l'Apprentissage*** par **Adrienne Lucas & Dr. Gerald Ipapa**, Lerner College of Business & Economics, University of Delaware, USA

ANNEX B

Participants au Séminaire

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
1	Fraciaah Kagu	FKagu@fawe.org	F	FAWE	Directeur	Kenya
2	Umar Aminu Hussain	uahussaini.eco@buk.edu.ng	M	Université Bayeros, Kano	Professeur	Le Nigéria
3	Wasiu Adekunle	wasiuademola10@gmail.com	M	Le groupe du sommet économique nigérian (NESG)	Économiste	Nigéria
4	Engdawork Mekonnen	engdaworkmekonnen@gmail.com	M	Société de développement du logement d'Addis-Abeba	Directeur	Éthiopie
5	Tiruwork Iyew	titiliyew@yahoo.com	F	Chambre de commerce éthiopienne	directeur	Éthiopie
6	Hughes Dimka	hdimka@hopewell.com.ng	M	Hopewell Solutions Services	Recherche de projets	Nigéria
7	Refiloe Tlali	tlali.rifiloe17@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Lesotho
8	Gonche Girma	gonchegirma90@gmail.com	M	Développement forestier en Éthiopie	Chercheur	Éthiopie

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
9	Samuel Oyiyeke	samueloyiyeke@yahoo.com	M	JOOUST	Professeur	Kenya
10	Kambo Martial Atse	rajec.edu@gmail.com	M	Réseau africain de jeunes chercheurs	Coordinateur	Côte d'Ivoire
11	William Brafu-Insaidoo	winsaidoo@ucc.edu.gh	M	Université de Cape Coast	Professeur	Ghana
12	Josua Kevin Fotso Mbo	josuekevinf@gmail.com	M	Ministère de l'enseignement supérieur	Cadre supérieur	Cameroun
13	Eric Joal Fofiri Nzossie	fofiri_eric@yahoo.fr	M	Université de Ngoundara / Ministre de l'Environnement	Enseignant-chercheur	Cameroun
14	Benoit Malan	malanben@yahoo.fr	M	IUA - Abidjan	Professeur assistant	Côte d'Ivoire
15	Ernest Molua	emolua@yahoo.com	M	Le Centre pour la recherche indépendante sur le développement, Cameroun	Professeur	Cameroun
16	MARIUS ACHI	achimarius0@gmail.com	M	Société d'investissement Blommfield	Économiste supérieur	Congo, République démocratique du
17	William Ekere	wekere@gmail.com	M	Makerere	Chercheur	Ouganda
18	Jeanne Gertrude Manda	jmandayasse@gmail.com	F	CERAPE	Chercheuse	Congo, République démocratique du

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
19	Malicha Hargesa	mallichahargesa@gmail.com	M	Université de Borana	Direction du Registre et des Anciens	Pologne
20	Fred Amonya	Fred.Amonya@btinternet.com	M	Lyciar	Conseiller	Royaume-Uni
21	Molly Ogogo	mollyogogoz@gmail.com	F	Institut du droit et de la gouvernance environnementale	Chargé de programme	Kenya
22	Aboubacry Kane	aboubacry1.kane@ucad.edu.sn	M	Université Cheikh Anta Diop de Dakar	Chercheur	Sénégal
23	Herbert Wamalwa	wnyukuri@uonbi.ac.ke	M	Université de Nairobi	Professeur	Kenya
24	Jonathan Omuchesi	anganij@gmail.com	M	Université catholique d'Afrique de l'Est	Professeur	Kenya
25	Sorel Vissoh	smvissoh@gmail.com	M	MAEP	Service Etudes et Statistique	Bénin
26	Stacy Wambua	stacynwambua@gmail.com	F	Managelytical	Fondateur	Kenya
27	Christelle Akpo	akpochristelle@yahoo.fr	F	UFHB	Chercheur	Bénin
28	Martha Muhwezi	MMuhwezi@fawe.org	F	FAWE	Chercheurs principaux	Kenya
19	Marietta Mpingasa	mmpingasa@gmail.com	F	Banque de réserve du Malawi	Économiste supérieur	Malawi
30	Masentle Lekhoaba	nkoanealways@gmail.com	F	Ministère du gouvernement	Directeur	Lesotho
31	Pascal Ikechukwu	saintinopascal@gmail.com	M	Magasin d'électricité Greatness	Directeur	Nigéria

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
32	Yidnekachew Jember	yjember5@gmail.com	M	Université de Woldia	Doyen d'école	Éthiopie
33	Jackie Karatunga	jackiekaratunga@ugandabankers.org	F	Association des banquiers ougandais	Analyste de recherche	Ouganda
34	Christian Aboua	christy.aboua@yahoo.fr	M	Unité d'analyse des politiques économiques du CIRES CAPEC	Chercheur	Ghana
35	Sodiq Abdulazeez	a.o.sodiq@gmail.com	M	GT Bank Nigeria	Directeur	Nigéria
36	Coumba Ka	coumbaka01@gmail.com	M	Université Cheikh Anta Diop de Dakar	Docteur	Sénégal
37	Aflonia Mbutia	nyambura.aflonia@ku.ac.ke	F	Université Kenyatta	Professeur	Kenya
38	Michael Nyong	nyongmike@gmail.com	M	Université Cheikh Anta Diop de Dakar	Chercheur	Sénégal
39	Jacob Nunoo	jacob.nunoo@ucc.edu.gh	M	Université de Cape Coast	Professeur	Ghana
40	Rael Onyango	r.a.onyango@vu.nl	F	Université Vrije / Université Maseno	Chargé de recherche	Kenya
41	Uchi Dominic	dominicuchi@gmail.com	M	Université fédérale de Dutse, Nigeria	Chercheur	Le Nigéria
42	Faith Iyoha	faith.iyoha@nesgroup.org	F	Groupe du sommet économique nigérian	Économiste	Nigéria
43	Bhupendra Kumar	drbkradhe@gmail.com	M	Université Debre Tabor Éthiopie	Professeur	Royaume-Uni

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
44	Paul Okwi	pokwi@idrc.ca	M	CRDI	Spécialiste principal du programme	Kenya
45	Kwabena Nkansah Darfor	kdarfor@ucc.edu.gh	F	Université de Cape Coast	Enseignant/chercheur	Ghana
46	Rachel Njowe	rachelnjowe@gmail.com	F	Université de Yaoundé II	Professeur	Cameroun
47	Temesgen Hirko	teme.hirko@gmail.com	F	Université d'Addis-Abeba	Chercheur	Éthiopie
48	Madina Guloba	mguloba@eprcug.org	F	Centre de recherche sur les politiques économiques	Chercheur principal	Ouganda
49	Fuad Mohamed Abdullahi	fuaad.mcf@gmail.com	M	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation - Somalie	Chef de section de recherche	Somalie
50	Nato Joe	jacobnato84@gmail.com	M	KIPRA	Recherche	Kenya
51	Kelvin Kamunye	kamunyekariuki@gmail.com	M	Université de Nairobi	Professeur	Kenya
52	Kumilachew Alamerie Mele	kalamerie@gmail.com	M	Institut d'études politiques	Chercheur	France
53	Catherine Khakasa	ckkhakasa2@gmail.com	F	Université de Nairobi	Professeur	Kenya
54	Martin Mandalu	mpmandalu@yahoo.com	M	Collège universitaire Stella Maris Mtwara	Enseignant principal	Tanzanie
55	Idongesit Udoh	aidy8udoh@gmail.com	M	Université d'Ibadan	Chercheur	Nigéria

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
56	Assimiou Gande	assimioug@gmail.com	M	Université fédérale de technologie,	Chercheur	Nigéria
57	Abdulfatai Adedeji	adedejjabdulfatai@gmail.com	M	Centre d'étude des économies africaines	Chercheur associé	Nigéria
58	Michael Pasara	mtpasara@gmail.com	M	Université du Zimbabwe	Professeur en chef	Zimbabwe
59	Adane K. Bezabih	dnkassie@yahoo.com	M	Institut d'études politiques	Chercheur principal	Éthiopie
60	Denise Gisale Megnigan	megnigan@yahoo.fr	F	Institut Universitaire de Technologie FOTSO Victor	Enseignant	Cameroun
61	Zaitun Sunusi Bakabe	zaitunsunusi@gmail.com	F	Université fédérale Gashua	Assistant diplômé	Nigéria
62	Olanike Ojo	ojonikky@yahoo.com	F	Université fédérale de technologie	Enseignant principal	Nigéria
63	Ewura Ewusie	ewura.ewusie@ucc.edu.gh	F	Université de Cape Coast, Ghana	Professeur	Ghana
64	Linnet Arisa	arisalinet14@gmail.com	F	Fonds de développement des jeunes entrepreneurs (Youth Enterprise Development Fund)	Responsable du soutien au marché et des liens	Kenya
65	Kwizera Thierry	thiekwi@yahoo.fr	M	University of Burundi	Researcher	Burundi
66	Kajumba Mary Muhuruzi	mkejumba@eprcug.org	F	EPRC	Research Associate	Uganda

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
67	Maria Mdachi	mtmdachi@gmail.com	F	Ministry of Finance	Director	Tanzania
68	Lambert Rusoke	lambertrusoke@gmail.com	M	Uganda Revenue Authority	Risk Analyst	Kenya
69	Adrian Njoroge	annjoroge1@gmail.com	M	Self	Consultant	Kenya
70	Grace Kumchulesi	gracek78@yahoo.co.uk	F	National Planning Commission	Director for Development Planning	Malawi
71	John Gathiaka	gathiaka@uonbi.ac.ke	M	University of Nairobi	Senior Lecturer	Kenya
72	Chipo Mukonza	chiponyam@gmail.com	M	Université de Stellenbosch	Professeur principa	Afrique du Sud
73	Alpha Oumar DIALLO	alphadjigue1@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Guinée
74	Vivianne Ngugi	vngugi@gmail.com	F	Institut Margaret Kenyatta, Ecole de gouvernement du Kenya	Directeur, Communications publiques	Kenya
75	Birtukan Asmare	wosss2009@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Éthiopie
76	Mamadou Laye Ndoye	layebouder@hotmail.fr	M	Université Cheikh Anta Diop	Professeur	Sénégal
77	Elamien Mohamed	elamienhassan@hotmail.com	M	Ministère de l'agriculture	Conseiller	Soudan
78	Kalo Julienne Millogo	millogokalejulienne@gmail.com	F	Ministère des finances	Directeur	Burkina Faso
79	Christine Alupo	calupo@bou.or.ug	F	Banque d'Ouganda	Directeur	Ouganda

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
80	Jean-Pierre memang ango	memangjeanpierre@yahoo.fr	M	Université de Yaoundé II-Soa	Chercheur	Cameroun
81	Olabisi Olaniran-Akinyele	oluwasekemisemilore@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Nigeria
82	Zerihun Melaku	Zermel57@gmail.com	M	Ministère de la planification et du développement	Chef d'équipe	Italie
83	Neme Nalewazou Braly	natacha.brally@gmail.com	F	Programme des Nations Unies pour le développement	Directeur	Togo
84	Eseosa Sowemimo	eseosaid@gmail.com	F	Université du Bénin	Professeur	Nigéria
85	Deborah Ayebare	deborah.ayebare@npa.go.ug	F	Autorité nationale de planification	Directeur	Ouganda
86	Paul Owino	Paulotung@gmail.com	M	Conférence internationale sur les Grands Lacs	Directeur du développement économique et de la politique régionale	Burundi
87	Patrice Ongono	Ongonopatrick@yahoo.fr	M	Université de Yaoundé II	Professeur chercheur	Cameroun
88	Dagmawe Menelek	dagmawemenelek@gmail.com	M	Université de Varsovie	Professeur	Pologne
89	Japheth Awiti	jawiti@uonbi.ac.ke	M	Université de Nairobi	Professeur	Kenya
90	Worku Alemayehu	walemayehu@gmail.com	M	Université de Tohoku	Professeur	Japon

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
91	Patrick Mafabi	kyambij@gmail.com	M	Conseil national ougandais pour la science et la technologie	Chef de la planification et des statistiques	Ouganda
92	John Kobiss	kobiss13@yahoo.fr	M	Ministère de l'économie des finances et de la prospective	Directeur	Mali
93	James Peprah	jpeprah@ucc.edu.gh	M	Université de Cape Coast	Doyen	Ghana
94	Ibrahim Abba	ibab20032002@yahoo.fr	M	Ministère des TIC	Directeur	Kenya
95	Roberto Tibana	tibanarj@gmail.com	M	Analitica-RJT	Fondateur	Mozambique
96	Gnoudentihou Silue	silg.gnouden@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Côte d'Ivoire
97	Seth Avusuglo	sethavirusglo@gmail.com	M	Université du Ghana, Département d'économie	Chercheur	Ghana
98	Yasin Temam	yasintemam5@gmail.com	M	Université de Haramaya	Professeur	Éthiopie
99	Mohammed Yelwa	yelwamhmd@gmail.com	M	Université du Bénin, Nigeria	Professeur	Nigeria
100	George Oyuke	georgeoyuke060226@daystar.ac.ke	M	Université Daystar	Étudiant en économie (Maitrise en sciences)	Kenya
101	Yonas Bahta	Bahtay@ufs.ac.za	M	Université de Free State	Professeur	Afrique du Sud
112	Bernadette Dia Kamgnia	bdkamgnia@gmail.com	F	CAPEC	Chercheur principal	France

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
113	Joseph Reja Glady	waiwaira@gmail.com	F	Université de Nairobi	Doctorant	Kenya
114	Kenneth Leonard	kenneth@umd.edu	M	Université du Maryland	Professeur	États-Unis d'Amérique
115	Philippe Kpenou	isorispk@gmail.com	M	ISORIS, banque d'investissement et conseil en gestion	Associé gérant	France
116	Uzochukwu Ikeagu	uzoikeagu@gmail.com	M	Université des sciences et technologies de l'État d'Enugu	Chercheur	Nigeria
117	Rodatine Flore Monney	r.monney@gmail.com	F	Université du Bénin	Chercheur	Côte d'Ivoire
118	Dakpoula D.A	dakpoule.da@hotmail.fr	M	Université Norbert Zongo	Chercheur	Burkina Faso
119	Wonders Ebimotimimowei	drwondersng@gmail.com	M	CNUCED	Point focal nigérian	Nigéria
120	Alihasen Yacob	debisoihasen28@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Éthiopie
121	Barthalamy Biao	barthbiao@gmail.com	M	Université Africaine de Développement Coopératif	Recteur	Bénin
122	Pascaline Njungoh Fozao	pascalinezao@gmail.com	F	Université de Yaoundé II	Chercheur	Cameroun
123	Helen Fikreyohannes	helenfikreyohannes@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Éthiopie
124	Ithiel Munyaradzi Maveser	mavesere@gmail.com	M	Université du Zimbabwe	Maître de conférences	Zimbabwe

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
125	Grace Mwangi	gewmwangi@gmail.com	F	Ministère de l'éducation	Directeur	Kenya
126	Rebecca Meki	mekirebecca@gmail.com	F	Gouvernement national du Kenya	Économiste	Kenya
127	Rashid Atugonza	kamugisarashid@gmail.com	M	Commission d'examen de la politique de l'éducation	Analyste de recherche	Ouganda
128	Mouhamadou Bamba Di	Bamba.diop@economie.gouv.sn	F	Ministère de l'économie	Directeur général	Sénégal
129	Celestino Delo	celestinodeo@gmail.com	M	Institut des politiques publiques de l'Angola	Directeur	Angola
130	Ewi A	aewinyu@yahoo.com	F	ONU	PMER	Kenya
131	Irangabiye Pitie Nussy Ro	prossirang@gmail.com	M	CCEM	Gestionnaire de produits numériques	Burundi
132	Mongo	frangeansala@gmail.com	M	Ministère des Finances	Directeur	Congo
133	Idowu Kolawole	kolawoleid@gmail.com	M	Institut de recherche économique de l'Afrique (IERA)	Chercheur principal	Botswana
134	Dieynaba NIASS	dieynabaniass2102@gmail.com	F	Université Cheikh Anta DIOP	Docteur	Sénégal
135	Á%oonia Nkalinga Pondo	eniacosme@gmail.com	F	Assemblée de la République du Mozambique et Eduardo Mondlan	Conseiller	Mozambique

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
136	John Masasabi	masasabi.john@ku.ac.ke	M	Université de Kenyatta	Maitre de conférences et anciennement directeur de l'agriculture	Kenya
137	Mwimba Chewe	mwimbachewe235@yahoo.com	F	Université de Zambie	Professeur	Zambie
138	Birhan Kebede	birhan27@yahoo.com	M	Expédition et logistique éthiopiennes	Chercheur principal	Éthiopie
139	Beatrice Omo-Ikirodah	bomoiikirodah@gmail.com	F	Université du Bénin, Nigeria	Professeur II	Nigéria
140	Abiodun Olusola Omotayo	omotayoabiodun777@gmail.com	M	Université du Nord-Ouest	Maitre de conférences	Afrique du Sud
141	Jeremiah Olu	Oljerry1@gmail.com	M	Université du Bénin	Professeur	Nigéria
142	Hamdeeya Yenzoo Abdulai	hamdeeya.abdulai@upsamail.edu.gh	F	Université d'études professionnelles	Professeur	Ghana
143	Hannington Musimenta	hannington.musimenta@npa.go.ug	M	Ministère des finances	Directeur	Ouganda
144	Ted Diebo	dieboted@yahoo.fr	M	UREC/CERAPE/CRAED/UWB	CHERCHEUR - PROFESSEUR	Congo, République démocratique du
145	Farayola Charles	walecharless@gmail.com	M	Institut de formation en gestion agricole et rurale	Chef de la division de la gestion générale	Nigéria
146	Dale Mudenda	Dalemu7@gmail.com	M	Université de Zambie	Professeur	Zambie
147	Temitope Olalude	faronbitemitope@gmail.com	F	Université d'Ibadan	Doctortant	Nigéria

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
148	Khemi Gobin	kgobin@edgeconsultingtd.com	M	The Edge Consulting	Director	Mauritius
149	Pitso Tsenase	tsenase@yahoo.co.uk	M	Unité de gestion alimentaire	Deputy Director	Lesotho
150	Etse Yawo Dzakpa	etseyawo.dzakpa@ucad.edu.sn	M	WASCAL-UCAD	Lecturer	Senegal
151	Atwiine U.G.A	atwiinefrank99@gmail.com	M	Ministry of Energy and mineral development Uganda	Research Assistant	Uganda
152	Sagire Wambura	wsmarwa.tz@gmail.com	F	Ministry of Finance	Director	Tanzania
153	Joseph Manzvera	manzverajoseph@gmail.com	M	University of Ghana	PhD Candidate	Zimbabwe
154	Mosobalaje Olaitan	balogunrisikat2013@gmail.com	M	Université du Bénin	Professeur principal	Nigéria
155	Mariama Sow	hadjakesso@gmail.com	F	IPAR	Researcher	Senegal
156	Obare James	james.obare@students.uombi.ac.ke	M	University of Nairobi	Graduate student	Kenya
157	Martin Gideon	martinmulwa12@gmail.com	M	UN	economist	Kenya
158	Hezbon Awiti	akelloawitti@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Kenya
159	William Clifford Fety	fetyclifford@gmail.com	M	Université d'Egerton	Chercheur	Madagascar
160	Tadie Abate	tadym21@gmail.com	M	Université de Gondar	Chercheur et professeur	Éthiopie
161	Amos Ndiritu	ctechhub@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Kenya
162	Saheed Olayiwola	saheedolayiwola@yahoo.com	M	Université fédérale de technologie Akure	Maître de conférences	Nigeria (en anglais)

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
163	Abena Asomaning	abenaana@yahoo.co.uk	F	Ministère des finances	Directeur	Ghana
164	Josephine Umurerwa	j.umurerwa@brd.rw	F	Banque de développement du Rwanda	Gestion des connaissances et technique	Rwanda
165	Bo Sjo	bo.sjo@liu.se	M	Université de Linköping	Professeur associé	Suède
166	Medy Moatshe	mnmoatshe@gov.bw	F	Ministère des finances	Directeur adjoint	Botswana
167	Orapeleng Matshediso	matshedisoanilla@gmail.com	M	Université de Johannesburg	Étudiant en master	Afrique du Sud
168	Tsegaye Tadesse Mokomon	tsetad47@gmail.com	M	Organisation pour le développement intégré de Fayyaa (FIDO)	Gestionnaire de programme	Kenya
169	Gadisa Muleta	gadisamuleta@gmail.com	M	Institut éthiopien de recherche agricole	Chercheur	Éthiopie
170	Getahun Abebe Tewlate	getahunabebe08@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Éthiopie
171	Marcos Miguel	macamiguel3@gmail.com	M	Autorité fiscale du Mozambique	Conseiller juridique	Inde
172	Stanley Ngugi	skirges@gmail.com	M	Ministère des TIC	Directeur	Kenya
173	Dominic Anarigide	anarigidedomy@gmail.com	M	Université d'études commerciales et de développement intégré	Chercheur	Ghana
174	John Ouko	makoukopevy@gmail.com	M	Afrimanomics	Directeur	Kenya

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
175	Abbi Kedir	a.m.kedir@sheffield.ac.uk	M	Université de Sheffield, Royaume-Uni	Professeur associé	Royaume-Uni
176	Weru Macharia	weru@realtime translators ltd. com	M	Interprète	Interprète	Kenya
177	Kiama kariuki Bud	budkiama83@gmail.com	M	WBC	Directeur	Kenya
178	Foday Kamara	fodaykamson@gmail.com	M	Ministère des finances	Économiste principal	Kenya
179	Kefa Simiyu	keffasimiyu@students.uonbi.ac.ke	M	Université de Nairobi	Professeur	Kenya (en anglais)
180	Ololade Adewole	ololadegrace@yahoo.com	F	Centre national de gestion des technologies	Chercheur	Nigeria
181	Youssef Bouzir	youcefbouzir@gmail.com	M	JKUAT	Professeur	Kenya
182	Daniel Dlamini	dlamindv@uniswa.sz		Banque centrale	Directeur	Eswatini
183	Sufian Abdel-Gadir	sufian@squ.edu.om	M	Université Sultan Qaboos	Professeur associé en économie	Oman
184	Isaac Kimunio	kimunio.isaac@ku.ac.ke	M	Université Kenyatta	Professeur	Kenya
185	Victor Murinde	vm10@soas.ac.uk	M	Université SOAS de Londres	Professeur titulaire de la chaire AXA de finance mondiale	ROYAUME-UNI
186	Marandray Marandray	naimafc@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Madagascar
187	Jacques Hakizimana	hakizimanajacques46@gmail.com	M	Université Marien Ngouabi	Professeur	Congo

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
188	Edward Batte Sennoga	edward.sennoga@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Kenya
189	Sarah Edewor	saradowe@yahoo.co.uk	F	Université d'Ibadan	Professeur	Nigéria
190	Elmi Samatar	samatar2020@hotmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Éthiopie
191	Crispus Owiti	chris.owiti@gmail.com	M	Commission du service judiciaire	Chercheur juridique principal	Kenya
192	Jorgen Levin	jorgen.levin@nai.uu.se	M	Institut nordique d'Afrique	Chercheur principal	Suède
193	Emilio Munene Gachoki	emiliomunene50@gmail.com	M	Equity Bank Kenya	Analyste en modélisation macroéconomique	Kenya
194	Pokou Edouard Abou	abou-pokou@ujlg.edu.ci	M	Université Jean Lorougnon Guede	Professeur	Côte d'Ivoire
195	S. Jamuna	jamunajelifones@gmail.com	F	Université Rashtriya Raksha	Chercheur principal	Inde
196	Germano Mwabu	gmwabu@gmail.com	M	Université de Nairobi	Professeur	Kenya
197	Abdillahi Nedif Muse	nadiif_98@hotmail.com	M	Université de Jigjiga	Directeur de recherche	Éthiopie
198	Scholastica Odhiambo	sodhiambo@aercafrica.org	F	AERC	Directeur de recherche	Kenya
199	Elias Abebe	eliasharbu@gmail.com	M	Institution de microfinance Harbu S.Co.	Expert principal, planification et développement des affaires	Éthiopie

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
200	Dr FD Amonya	Fred.Amonya@lyciar.com	M	Université d'Oxford	Chercheur principal	Royaume-Uni
201	Dorcas Asaah Peprah	Dapeprah@gmail.com	F	Université du Ghana	Professeur	Ghana
202	Desalegn T	desalegnt813@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur de recherche	Éthiopie
203	Ariel Herbert Fambeu	afambeu@yahoo.fr	M	Université de Douala	Chercheur	Kenya
204	Elvis Kiptoo	elviskiptoo@gmail.com	M	KIPPRA	Analyste politique YP	Kenya
205	Eliphaz Gitonga	gitonga.eliphaz@ku.ac.ke	M	Université de Kenyatta	Professeur	Kenya
206	Dieu-Donno N'guessan	dieu.nguessan@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Côte d'Ivoire
207	Eric Loglo	ericloglo5@gmail.com	M	Université de Cape Coast	Professeur d'économie (Mphil)	Ghana
208	Abdifatah Osman	Saalaxsh100@gmail.com	M	Ministère de l'éducation	Directeur	Somalie
209	Purity Njuguna	njugunapurity@gmail.com	F	Ministère de l'agriculture et de l'élevage	Économiste principal	Kenya
210	Benjamin Wanger	wangerextra@gmail.com	M	Université du Nil du Nigeria	Chercheur	Nigéria
211	Justina Chivanga	justinachivanga@gmail.com	F	Ministère de l'agriculture	Inspecteur principal phytosanitaire	Zambie
212	Andoh Regis Vianney Ya	regisyap@gmail.com	M	CREMIDE/UFBH	Chercheur	Côte d'Ivoire
213	Fredrick Koskei	koskeifk@gmail.com	M	Gouvernement du comté de Bomet	Directeur adjoint	Kenya

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
214	chepchumba chumo	chumbiin@gmail.com	F	Université Moi	Professeur	Kenya
215	Younous Fozoudine Tap	younousdam13@gmail.com	F	Université de Yaoundé II	Professeur	Cameroun
216	Porto Bazie	portobazie@gmail.com	M	Centre da Etudes, de Documentation et de Recherche A@	Université Thomas Sankara	Burkina Faso
217	Getachew Wollie	getachewwollie53@gmail.com	M	Université de Samara	Professeur et chercheur	Éthiopie
218	Yousseuf Ngachili Njikam	ngachilinjikamyousouf@gmail.com	M	Université de Yaoundé II	Professeur	Cameroun
219	Sarah Anyanwu	sarahanyanwu2003@yahoo.com	F	Université du Bénin	Professeur principal	Nigeria
220	Grace Mudzingwa	gracemudzingwa@gmail.com	F	Parlement du Zimbabwe	Monitoring and Evaluation	Zimbabwe
221	Mohammed Amidu	mamidu@ug.edu.gh	M	École de commerce de l'université du Ghana	Professor of Accounting and Finance	Ghana
222	Damien Dieudonna	damienmededji@gmail.com	M	Centre de Formation et de Recherche en matière de Popul	Directeur	Benin
223	Fernando Lichucha	flichucha@gmail.com	M	Universidade Eduardo Mondlane	Dean	Mozambique
224	Puseletso Nkaki	Nkaki@gmail.com	F	Government	Economic planner	Lesotho
225	AYEBIOGBON Dodo AKAKP	dodoakakpo10@gmail.com	M	AIA/Bureau d'Etudes et de Recherche- Action pour l'Econom	Student / Researcher	Togo

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
226	Lungile Ginindza	lungilenr@gmail.com	F	Ministry of Agriculture	Agricultural Economist	South Africa
227	BRHANE TESEMA	brienbe@gmail.com	M	National Bank of Ethiopia	Research Officer II	Ethiopia
228	Magda Kasyoka Wilson	mwilson@uj.ac.za	F	University of Johannesburg	Senior Lecturer	Kenya
229	Astride Claudel Njiejue No	claudel.n17@yahoo.com	M	University of douala	Ph.D Student	Cameroon
230	Flore DIBI	floredibi@gmail.com	F	Université FÃ©lix HouphouÃ©t-Boigny d'Abidjan	PhD student	Senegal
231	Edward Gar	gartayedward2013@gmail.com	M	Université de Cape Coast	Ghana	Ghana
232	Rhane Guyanne Tethia MB	tethiambougou@gmail.com	M	Ministère des finances	Directeur	Congo
233	Zegeye Tessema	ziselam@gmail.com	M	Université de Varsovie	Chercheur	Pologne
234	Abigail Iyilade	iyiladeabigail@gmail.com	F	ARMTI	Directeur	Kenya
235	Austin Mwange	austin.mwange@unza.zm	M	Université de Zambie	Maître de conférences	Zambie
236	Lerato Mothae	lmothaelillian@gmail.com	F	Réseau du CREA	Maître de conférences	Lesotho
237	Benard GIBET	benardgibet146@gmail.com	M	Ministère des finances	Économiste principal	Kenya
238	Ajay Shankar Singh	asingh@uniswa.sz	M	Université d'Eswatini	Maître de conférences	Eswatini
239	Ousmane Balogoun	balogounousmane@gmail.com	M	Realtime Translators LTD	Interprète de conférence indépendant	Kenya
240	Racheal Nabasirye	racheal.hildah22@gmail.com	F	Université de Makerere	Chercheur	Ouganda

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
241	Pouirketa Rita Nikiema	ritanikiema@yahoo.fr	F	Université Norbert Zongo	Enseignant-chercheur	Burkina Faso
242	Mercy Ayilo	amercykentrone@gmail.com	F	UPENN	Bibliothécaire	Kenya
243	Patrick Mutimba	patrick.mutimba@mefmi.org	M	MEFMI	Directeur	Zimbabwe
244	Kimathi Ikiao	kimathi@plutus.co.ke	M	Services d'investissement	Directeur d'école	Kenya
245	Jedidah Wangeci	wangecijd@gmail.com	F	Université de Nairobi	Chercheur	Kenya
246	alo teb	aloteb@gmail.com	F	Nations Unies	PMER	Kenya
247	Alelign Ademe Mengistu	ademe@uniswa.sz	M	Université d'Eswatini	Maître de conférences	Eswatini
248	Vesall Nourani	vnourani@uchicago.edu	M	UChicago	Faculté	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
249	Jashinto Genye	Cefad2014busy@gmail.com	M	Centre pour le développement alternatif	Directeur exécutif	Sud Soudan
250	Gouranga Das	dasgouranga@gmail.com	M	Université de Hanyang, Corée du Sud	Professeur d'économie	Corée du Sud
251	Diesait Mmenge Adolphe	adolphemmenge@gmail.com	M	Université Officielle de Bukavu	Maître de conférences	Congo RDC
252	Ousmane Doucoure	doucmane@gmail.com	M	Université de Bamako	Chercheur	Mali
253	Dianah Ngu Muchai	dianah.muchai@aercafrica.org	F	CREA	Directeur de recherche	Kenya
254	Paul Mpuga	pmpuga@gmail.com	M	BAD	Chef économiste national	Côte d'Ivoire

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
255	Clemence Chiduwa	chiduwa@gmail.com	M	Ministère des finances et du développement économique	Ministre adjoint	Zimbabwe
256	Gihad Hagar	gehads@hotmail.com	F	MoARS	Directeur général de l'économie en Éthiopie	Éthiopie
257	Maxwell Agbenorhevi	magbenorhevi@yahoo.com	M	Consultant indépendant	Expert en politique agricole	Mali
258	Calvin Otrieno	Calvin_otieno@gmail.com	M	Université de Kenyatta	Étudiant de troisième cycle	Kenya
259	Tukur Dahiru	tukurdahiru2012@gmail.com	M	Université Ahmadu Bello, Zaria	Professeur	Le Nigéria
260	Dolibe Tchapo	rosedodotchapo@gmail.com	F	Université de Kara	Chercheur	Tchad
261	Abdulwasiu Abdulraheem	abdulraheemabdulwasiu63@gmail.com	M	Université d'Ibadan	Étudiant de troisième cycle	Nigeria
262	Adade A.	adade1k@gmail.com	M	Gifro	Chercheur	Mali
263	Yao Agbeno	stanislas0045@yahoo.fr	M	Université Mohatma Gandhi (UMG)	Vice-Recteur	Ghana
264	Serifa Morou	se.morou@yahoo.com	F	Ministère des affaires sociales	Direction de la planification Mali	Éthiopie
265	Abdoul-Kabir	elhadj.akabir@yahoo.com	M	Ministère des droits de l'homme	Chef division des statistiques Burkina Faso	Burkina Faso

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
266	Stephen Daniel	progressstev@gmail.com	M	Groupe du sommet économique nigérian	Associé	Nigeria
267	Abubakar Farah	abuumo448@gmail.com	M	Université de Nairobi	Chercheur	Kenya
268	Dagmawit Bekele Bereda	dagmawitb2@gmail.com	F	Policy Studies Institute	Chercheur	Éthiopie
269	Adjariatou Diakher Dianko	diakherdianko92@gmail.com	F	Université Cheikh Anta Diop de Dakar	Chercheur	Sénégal
270	Johnson Owaro	johnson.owaro@gmail.com	M	Bureau du Premier ministre	Coordinateur de programme régional	Éthiopie
271	Arthur Odima	arthur.odima@gmail.com	M	Autorité de la concurrence du Kenya	Analyste politique senior	Kenya
272	Seajn Muller	seanm@uj.ac.za	M	Université de Johannesburg	Chargé de recherche principal	Afrique du Sud
273	Dimaviya Eugene Compa	cdimaviya@yahoo.fr	M	Centre d'études, de documentation et de recherche	Dassasgo, Ouagadougou	Bénin
274	Hiwot Tadesse	hiwot.tadesse@traide.org	F	TRAIDE Éthiopie	Chargé de projet commerce et investissement	Éthiopie
275	Maniraguha Faustin	maniraguhafaustin@yahoo.fr	M	Banque nationale du Rwanda	Économiste principal	Rwanda
276	N'Faly Toure	touraly58@gmail.com	M	Banque unie pour l'Afrique	Responsable de la conformité	Togo
277	Senay Alemu	Senayhalemu@gmail.com	M	Bureau des affaires extérieures du Tigré	Responsable	Éthiopie

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
278	Manuela Tonga	ndjakwamanuella@gmail.com	F	Université de Dschang	Chercheur	Cameroun
279	Abdisalan Salat	kabdisalan8@gmail.com	M	Université de Nairobi	Conférencier	Kenya
280	Bernadette Dia Kamgnia	assistanat@capec-ci.org	F	CAPEC	Chercheur principal	Côte d'Ivoire
281	Eunice Weveti	yunibosco@gmail.com	F	École de gouvernement du Kenya	Chargé de recherche	Kenya
282	Tussie Misheck Mundowa	tusmun93@gmail.com	M	Université de Cape Town	Chercheur	Afrique du Sud
283	Francis Kinuthia	kanoute.kf@gmail.com	M	Université de Nairobi	Chercheur	Kenya
284	Alieu Gibba	agibba@utg.edu.gm	M	Université de Gambie	Enseignant cadre Gambie	Gambie
285	Khalid Ismail	Khalid2012wise@gmail.com	M	Ministère des finances et de la planification économique	Économiste	Uganda
286	Mosa Mapiloko	mapilokomosa1101@gmail.com	F	Université nationale du Lesotho	Chercheur	Lesotho
287	Eshetu Tesfaye	eshe384@gmail.com	M	Professeur principal, Université de Jinka	Responsable de l'informatique	Éthiopie
288	Mark Okowa	mokowa@tmu.ac.ke	M	Université Tom Mboya	Maître de conférences	Kenya
289	Ibrahim Mohammed	ibrahimohammedgombe08@gmail.co	M	Université Al-qalam de Katsina	Maître de conférences	Nigeria
290	Grace Ongile	grace-ongile@gmail.com	F	Gouvernement du comté de Siaya	Conseiller économique	Kenya

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
291	Samuel Oyieke	soyieke@joooust.ac.ke	M	Université des sciences et de la technologie Jaramogi Oginga Odinga	Maître de conférences	Kenya
292	Sethunyiwe Oitsile	sethunyiwe@hotmail.com	M	Université nationale du Lesotho	Researcher	Lesotho
293	Pamela Madududu	madududup@gmail.com	F	Université de Gand	Researchers	Belgium
294	Fiennasah Akem	fiennasaha@yahoo.com	F	Université de Dschang Cameroun	Student	Cameroon
295	Late Lawson	late@essa-africa.org	M	ESSA	Research Manager	United Kingdom
296	Godfrey Ojeka	Ofanaojeka2018@gmail.com	M	Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria	Student	Nigeria
297	Derrick Kapolo	derrickapolo@gmail.com	M	Farmers Union of Malawi	Head of Agribusiness	Malawi
298	Mayamiko Kakwera	mkakwera@luanar.ac.mw	M	Lilongwe University of Agriculture and Natural Resources	Researcher	Malawi
299	Atinkugn Assefa Belete	Atinkugn20@gmail.cm	M	Samara University, College of Business and Economics, Depa	Lecturer and Researcher	Éthiopie
300	Wellington Jah	jahwellington3@gmail.com	M	WATAF	Consultant	Éthiopie
301	Wegayehu Fitawek	wegbogale@gmail.com	F	University of Pretoria	Lecturer	Éthiopie

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
302	Delali Tunyo	delali.tunyo@stu.ucc.edu.gh	F	University of Cape Coast	PhD student	Ghana
303	Birhanu Argaw Embiale	bireargaw2011@gmail.com	M	Bonga University	lecturer	Éthiopie
304	Furi Temesgen	temefur@gmail.com	M	wallaga university	Assistant professor	Éthiopie
305	Martha Naikumi	naikumimmartha@gmail.com	F	NA	Policy Analyst	Kenya
306	Lemna Zemedu Seifu	zemedul@gmail.com	M	Addis Ababa	EIAR	Chercheur en chef
307	Melain Modeste Senou	senoumod@gmail.com	M	Abomey Calavi	ACEIR	Chercheur
308	Bright Wekesa	wekesabright@gmail.com	M	Nairobi	Université d'Egerton	Maitre de conférences
309	Festus Cheruiyot	kipkoricheruiyot13@gmail.com	M	Eldoret	Université d'Eldoret	Scientifique actuariel
310	Steve Mbollo	stevembollo@yahoo.fr	M	Washington DC	Ministère de l'économie	Directeur
311	Habtamu Demieessie	ruhe215@gmail.com	M	Ibadan, Nigeria	Université d'Ibadan	Chercheur
312	Abdoulaye Ndiaye	andiaye@povertyactionlab.org	M	Nairobi	J-PAL Afrique	Associé principal en charge des politiques
313	Muna Shifa	mshifa2011@gmail.com	F	Cape Town	SALDRU	Chercheur principal
314	Ogeto Mohammed	mamiye2012@gmail.com	M	Dire Dawa	Université Haramaya, Éthiopie	Professeur assistant
315	Wasiu Akintunde	wasiubabajideakintunde@gmail.com	M	Abuja	Centre d'étude des économies africaines	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
316	Richard Foti	richard.foti@gsu.ac.zw	M	Masvingo	Université d'État de Gwanda	Maître de conférences
317	Abera Ejara	aberagirma25@gmail.com	M	Adis Abeba	Université de Wolkite	Maître de conférences
318	Thomas Bwire	tbwire@comesa.int	M	NBO	COMESA	Économiste principal
319	Lwanga Elizabeth Nanziri	elizabethn@usb.ac.za	F	Cape Town	École de commerce de l'université de Stellenbosch	Maître de conférences - Financement du développement
320	Joel Kasasa	joelkasasa8@gmail.com	M	RUKWA	Wassha incorporation	Directeur
321	Bolaji Olaniyi	olaniyibolaji95@gmail.com	M	Ibiye/ Lagos	BOS Farms	Fondateur
322	Mitelo Subakanya	Mitelo.subakanya@gmail.com	F	Lusaka	IAPRI	Chercheur associé
323	Fredrick Mwabili	archydrinobill@gmail.com	M	Mombasa	Autorité de développement de la côte	Économiste
324	Themoi Demsou	demsouthemoi@yahoo.fr	M	Ndjama	Université	Enseignant
325	Marian Gina	dagumaryam1@gmail.com	F	Nairobi	NDMA	Chercheur
326	Economist Eddy	eddyedwardgich17@gmail.com	M	Nairobi	Université du peuple	Chercheur
327	Esther Adimi	esther.ogoumiyadi@gmail.com	F	Cotonou	Lardes	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
328	Kasule Samuel	skasule56@gmail.com	M	Kampala	Autorité nationale de planification	planificateur principal en matière d'éducation et de développement des compétences)
329	Hoth Tot Chany	htotchany@gmail.com	M	Juba	Bureau de représentation du FMI	Économiste
340	Robert Dauda Korsu	rdkorsu@yahoo.co.uk	M	Freetown	Banque de Sierra Leone	Directeur. Recherche et statistiques, Banque de Sierra Leone.
341	Kahindi Garama	kahindigharama127@gmail.com	M	Malindi	Université d'Egerton	Suivi et évaluation
342	Abdirisak Abdurahman	abdirisak.mukhtar@outlook.com	M	Mogadishu	Bureau parlementaire du budget - Parlement fédéral somalien	Analyste fiscal
343	Edward Kadozi	edward.kadozi@cdpafrika.org	M	Kigali	Centre pour la politique de développement	Fondateur et président
344	Yusra Ramadhan	Yussy6748@gmail.com	F	Mombasa	Grossistes Greenbelt	Auditeur en chef
345	Amaka Metu	agmetu@gmail.com	F	awka	Université Nnamdi Azikiwe	Lecteur
346	Mandela Wilson	mandelawilson31@gmail.com	M	Nairobi	Médias	Rapporteur
347	Ketulo Salipira	ketulosalipira@gmail.com	M	Lilongwe	Autorité de régulation du cannabis	Directeur général

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
348	Victor Bertrand Wamba	victorbertrandwamba@gmail.com	M	Yaoundé	Université de Yaoundé II,	Chercheur
349	Mahmoud Ali Mussa	mahmoudznz@gmail.com	M	Zanzibar	Office des recettes de Zanzibar	Chargé de recherche
350	Djibril DGI	dfatoumbi@yahoo.fr	M	Cotonou	DGI	Analyste
351	Epaphras Ndikumana	epandikumana1982@gmail.com	M	Bujumbura	Projet Long Miles Coffee	Gestionnaire de l'impact social et environnemental
352	Sherilyn Raga	s.raga@odi.org.uk	F	London	ODI	Chargé de recherche
353	John Wekesa	jmasasabi61@gmail.com	M	Nairobi	Université de Kenyatta	Maître de conférences
354	Abdoul Rachid Issoufou Do	rach_issoufou@yahoo.fr	M	Yaoundé	Université de Yaoundé II, Soa	Chercheur
355	Ukech Ujure Kidi	ukech.kidi@gmail.com	M	Juba – Sud soudan	Université de Juba	Maître de conférences
356	Naomi Ngwira	Naomingwira@gmail.com	F	Brussels	Gouvernement du Malawi	Ambassadeur
357	Kubrat Lawal	kubratkemi@gmail.com	F	Ilorin	Université d'Ilorin	Chercheur
358	Dorika Jeremiah Mwamtam	mwamtambulo@yahoo.co.uk	F	Dodoma	Université de Dodoma	Maître de conférences
359	Obumneme Azie	azienwafocha@gmail.com	M	Enugu	Bureau de l'auditeur général de la Fédération	Auditeur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
360	Youqing Lin	youqing.lin@graduateinstitute.ch	F	Geneve	Institut universitaire de hautes études de Genève	Étudiant
361	David Khaoya	david.khaoya@thepalladiumgroup.co	M	Nairobi	Palladium	Directeur de projet - Kenya
362	Gerald Ipapa	gipapa@udel.edu	M	Newark	Université du Delaware	Candidat au doctorat
363	Khalid Khalid Sani	khaleed.scapo@gmail.com	M	Kano	Université Bayero de Kano	Chercheur
364	Abdirisak Abdurahman	abdirisakmokhtar1@gmail.com	M	Mogadishu	Parlement fédéral somalien	Analyste fiscal
365	Patience Mususa	patience.mususa@nai.uu.se	F	Uppsala	Institut nordique d'Afrique	Chercheur senior
366	Nozizwe Mulela	zizwem@gmail.com	F	Manzini	Banque d'Eswatini	Directeur général
367	Marion Ouma	marion.ouma@nai.uu.se	F	Uppsala	Institut nordique d'Afrique	Chercheur postdoctoral
368	Moses Amagbor Johnson	mosesamagborjohnson@gmail.com	M	Port Harcourt	Baruch Professional Services Ltd	Directeur général
369	Mac-Moses Isaiah	drmac4max@gmail.com	M	Port Harcourt	Agence de l'État de Rivers pour la lutte contre le VIH/sida	Chef du suivi et de l'évaluation de la recherche
370	Dr. Mos I.S	drmac4max@gmail.com	M	Port Harcourt	Agence de l'État de Rivers pour la lutte contre le VIH/SIDA	Responsable de la recherche, du suivi et de l'évaluation

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
371	Peter Junior Dotse	pjdotse1@gmail.com	M	Scorpion-Tabora	Université du Ghana	Chercheur
372	Kenneth Kigundu	kigundukenneth@gmail.com	M	South Kinangop	Université de Nairobi	Maître de conférences
373	Ann Waimiri	ann.waimiri@strathmore.edu	F	Nairobi	École de commerce de l'université de Strathmore	Chercheur
374	Olumuyiwa Yinusa	yinusa2016@gmail.com	M	ago iwoye ogun state	Université Olabisi Onabanjo	Chercheur
375	Kheswar Jankee	ambassador.moscow2161@gmail.com	M	Moscow	Ambassade	Ambassadeur
376	Francis Kaloi	kadiipo.francis@embuni.ac.ke	M	Embu	Université d'Embu	Maître de conférences
377	Hafidh Hafidh	hafidh.h9@gmail.com	M	Zanzibar	Université de Zanzibar	Coordinateur de recherche
378	Mohammed Yimer	muhammed_yimer@yahoo.com	M	North Wollo	Université de Woldia	Vice-doyen du Collège des sciences sociales
379	Wilson Neves	wcsneves@gmail.com	M	Luanda	Université catholique d'Angola	Professeur
380	Rosemary Atieno	ratieno@uonbi.ac.ke	F	Nairobi	Université de Nairobi	Professeur associé
381	Nyasha Karasa Mpala	akneisha@gmail.com	F	harare	Université de technologie de Chinhoyi	Maître de conférences

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
382	Mohamed Nur Sharif	Sharifyare10@kdis.ac.kr	M	Mogadishu	Conseil économique national de Somalie	Analyste de recherche macroéconomique
383	Ahmed Mohamoud Moha	siyasi114@gmail.com	M	Mogadishu	Parlement fédéral de Somalie	Budget and Public Policy Analyst
384	Mohamed Nur Sharif	Sharif@kdis.ac.kr	M	Mogadishu	National Economic Council of Somalia	Macroeconomic Research Analyst
385	Mbotidem Jackson	Mbotidemokon38@gmail.com	M	Abuja	Policy Innovation Center	Coordination and Planning
386	Sibusiso Maneli	mnlisib001@myuct.ac.za	M	Cape Town	Nelson Mandela School of Public Governance	Postgraduate
387	TIRUWORK GIRMA HAILU	TIRUWORKGIRMA233@GMAIL.COM	F	ADDIS ABABA	JIMMA UNIVERSITY	LECTURE
388	James Mutua	Kuljameson@gmail.com	M	Nairobi	RedCraft Fintech	Finance
389	Temeselew Woldetsadik M	temeselew2004@gmail.com	M	Dessie	Wollo University	Lecturer
390	Henry Edeh	edehhenrychukwuemeka@gmail.com	M	Enugu	Université du Nigeria	Chercheur
391	Matthew Adewumi	matolade@yahoo.co.uk	M	Ilorin	Université d'Ilorin	Professeur
392	Dajiro Guambe	arestidesdario@gmail.com	M	Vilankulos, Mozambiq	EGPAF	Saisie de données
393	Kalu Emenike	kalu@uniswa.sz	M	Kwaluseni	Universite d'Eswatini	Professeur associé
394	Stephen Juma	sjumaz71@gmail.com	M	Nairobi	Commission nationale pour la cohésion et l'intégration	Chargé de programme

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
395	Tamirat Tsegaye	tametsagaye12@gmail.com	M	Haramaya	Université Haramaya	Maitre de conférences
396	Jackson Ndolo	ndolologistics@gmail.com	M	Nairobi	Université KCA	Maitre de conférences
397	Amb. Bashir Mustapha Yus	bashirmustaphayusuf@gmail.com	M	Jalingo	Conseil national de la jeunesse du Nigeria, section de l'Etat de Taraba	Vice-président
398	Abiola Aina	al.aina@acu.edu.ng	F	Oyo State	Université Ajayi Crowther	Maitre de conférences
399	Ismaila Okunoye	adeleye013@gmail.com	M	Osogbo	Université Fountain, Osogbo	Maitre de conférences
400	Haimanot Atinkut	hey.china@yahoo.com	M	Gondar	Université de Gondar	Enseignant
401	Medhin Hailu	medhin296@gmail.com	M	Addis Ababa	Ethiotelecom	Expert en formation au leadership
402	Ian Katui	iankatui@gmail.com	M	Iten	Université Egerton	Chercheur
403	Kouakou Alain Serge	kkaserge@gmail.com	M	Abidjan	Université alassane ouattara	Chercheur
404	Josephine Ndambuki	ndambukijn@hotmail.com	F	NAIROBI	Université d' Egerton	Enseignant
405	Beru Lilako	geelilako@gmail.com	M	Nairobi	Centre consultatif pour le commerce et l'investissement	Directeur
406	Enerst Pako Betha	pakobetha93@gmail.com	M	Gaborone	Banque du Botswana	Analyste de portefeuille

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
407	Anthonia Achike	anthonia.achike@unn.edu.ng	F	Nsukka	Université du Nigeria Nsukka	Professeur/Directeur
408	Deyahi Meine	bdeyahi@yahoo.fr	M	nouakchott	Direction Générale de l'Emploi	Chef de service
409	Eugene Owade	owadeeugene04@gmail.com	M	Kisumu	Sihana Advocates	Avocat stagiaire et chercheur juridique
410	Omot Guon	omotokony1@gmail.com	M	Juba	Centre national de développement des programmes d'études	Directeur général
411	Omar Diouf	dioufomar824@gmail.com	M	Dakar	UCAD	Directeur général
412	Mahlet Girma	Mahletgirma911@gmail.com	F	Addis Ababa	Limitless Youth	Fondateur
413	Bontle Marumolola	bontleblm@gmail.com	F	Thamaga	Développement de l'organisation et du leadership	Président
414	Annstellah Maina	annstellahwanjiru@gmail.com	F	Nairobi	École de finance et de gestion de Francfort	Logo de la Frankfurt School of Finance & Management Coordinateur de projet régional et spécialiste de la finance numérique - Conseiller international

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
415	Gebregziabher Girmay	geregirmay@gmail.com	M	Addis Ababa	Institut de recherche sur le développement de l'élevage	Directeur, chercheur en socio-économie I
416	Onesmus David	muema@kfcg.go.ke	M	Nairobi	KFCB	Économiste principal
417	Adetomiwa Adesokan	tomiwasegun@gmail.com	M	Ibadan	Université d'Ibadan	Étudiant (assistant diplômé)
418	Abednico Siambombe	abednicoss@gmail.com	M	Mudzi	Vision mondiale	Chargé de projet
419	Fekadu Beyene	keneefbk@gmail.com	M	Haramaya	Oui	Professeur
420	Geoffrey Kilemba	gkilemba@gmail.com	M	Mombasa	ICPAK	Membre
421	Million Haile	millionsileshi@gmail.com	M	Dire dawa	Haramaya	Professeur
422	Nadjionoum Djimtinga	djimtingar@yahoo.fr	M	N'Djamena	Commission de la Cemac	Directeur
423	Abraham Deng	dengmagal2021@gmail.com	M	Wau	Entreprise locale	Directeur
424	sabin Nendobe Dobah	sabin.nendobedobah@ucad.edu.sn	M	thiès	Centre CREG	Économiste
425	Amâlie Zougrana	amelie.zougrana@yahoo.fr	F	Ouagadougou	Université de Felix. Houphouët Boigny	Chercheur
426	Ndudi Osakwe	ndudi.osakwe@research.uwa.edu.au	M	Crawley	Université d'Australie occidentale	Chercheur
427	awugten	awugtengebrehana@gmail.com	M	Harar	Université Haramaya	Enseignant(e)
428	Kelvin Muli	kelvinmuli57@gmail.com	M	Nakuru	Université d'Egerton	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
429	Peter Babyenda	peter.babyenda@mak.ac.ug	M	Kampala	École d'économie, Université de Makerere	Maitre de conférences
430	Ashraf Mugalula	mugalula95@gmail.com	M	Kampala	Université de Makerere	Docteur
431	Blessing Akinlosotu	adewestcovey2k4@yahoo.com	M	Abuja	Conseil national de la société civile du Nigeria	Directeur exécutif
432	Chengkuac	chengkuac@gmail.com	M	Juba	Université de commerce international et d'économie	Candidat au doctorat
433	Jonathan Otim	otimjonathan9@gmail.com	M	Kampala	Institut d'analyse des politiques et de recherche sur le développement	Analyste de recherche
434	Melkamu Worikie Tadesse	melkecon2002@gmail.com	M	Gondar	Université de Gondar, Gondar, Éthiopie	Maitre de conférences, coordinateur de la recherche subventionnée
435	Oluwatosin Adesina	regensoul85@gmail.com	M	Akute	Université de Lead City	Maitre de conférences
436	kadiatu kamara Nicholas	kadiatuknicholas17@gmail.com	F	Freetown	Fourah Bay College Université de Sierra Leone	Ingénieur électricien
437	Francis Andoh	fandoh@ucc.edu.gh	M	Cape Coast	Université de Cape Coast	Maitre de conférences

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
438	Muritala Oke	okkthemurry@gmail.com	M	Jos	Institut national d'études politiques et stratégiques Kuru Jos N	Maître de conférences
439	Mathieu Juliot Mpabe Bodj	mpabebodjongo@yahoo.fr	M	Dschang	Université de Dschang	Maître de conférences
440	Issaya Marijani	marijaniissaya@gmail.com	M	Mufindi	Institut de recherche agricole de Tanzanie	Assistant de recherche
441	Afrika Okello	afrikaokello@gmail.com	F	Nairobi	Trésor national	Chargé de mission
442	Abdirizak Ahmed OSman	cabdicio1@gmail.com	M	Hargesia	Secours islamique Somalie	Chargé de développement commercial
443	Veronicah Mwanja	veronicamwanja@gmail.com	F	Nairobi	Institut de recherche médicale du Kenya	Chercheur qualitatif
444	Firomsa Teshale	firo2010.a@gmail.com	M	Addis Ababa	Institut d'études politiques	Chercheur
445	Betty Nyaga	bettyndutanyaga@gmail.com	F	Chuka	NSSF	Responsable
446	Nnamdi O Madichie	nmadichie@uok.ac.rw	M	Kigali	Université de Kigali	Professeur de marketing entrepreneurial
447	Imasiku Nyambe	imasikunyambe70@gmail.com	M	Helsinki	Institut d'Afrique australe pour la politique et la recherche	Associé de recherche

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
448	Phionah Namuliira	phiemug@gmail.com	F	Kampala	Université de Makerere	Maitre de conférences à temps partiel
449	Melkamu Girma Koricho	melkegirma@gmail.com	M	Harar	Professeur d'université	Maitre de conférences
450	Richard Mwale	rmwale215@gmail.com	M	Kabwe	Compétences à Kabwe	Directeur adjoint
451	Jean Alexis Mani	jeanalexismani@gmail.com	M	Yaoundé	CAMERCAP-PARC	Consultant
452	Mary Mulili	mary.mulili@ubagroup.com	F	Nairobi	BANQUE UBA	Executive Director
453	Richard Singini	singinirichard@gmail.com	M	Lilongwe	Université du Michigan/Projet POISAT	Policy Research Analyst
454	Ediomi Udoh	ediomiudoh@gmail.com	M	ABAK	University of Calabar	Student
455	Maslah M Abdi	masxalane@gmail.com	M	Mogadishu	Ministry of Health Somalia	Senior Contract Management Specialist
456	Angeline Mwadime	walugha@gmail.com	F	Nairobi	AERC	Accounts Assistant
457	Daniel Kogi	Daniel.Njiru@aercafrica.org	M	Nairobi	AERC	KMA
458	Sehliselo Mpofo	Sehliselo.Mpofo@Mefmi.org	F	Harare	MACROECONOMIC AND FINANCIAL MANAGEMENT INSTITU	Director - Macroeconomic Management
459	Austin Chitumia	achiumia@rbm.mw	M	Lilongwe	Reserve Bank of Malawi	Principal Economist, Financial and Fiscal Affairs

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
460	Goolbar Aneel Hamza	goolbarh@gmail.com	M	Chemin Grenier	Al Hisra International Trade Ltd	CEO
461	Davis Ombane	ombanedavis@gmail.com	M	Nairobi	Student of Economics	Student
462	Oluwakemi Okuwa	kemiokuwa@yahoo.co.uk	F	IBADAN	Nigerian Institute of Social and Economic Research	Research Professor
463	Cerapis Nchinda mbognou	nchindacerapis@gmail.com	F	Cameroon	University of Dschang	Research student
464	Steffie Mboulou	steffie.mboulou@gmail.com	F	Brazzaville	Université Marien Nguouabi	Chercheur
465	Dr. Gideon Mukui	mukuigideon@gmail.com	M	Nairobi	Gouvernement	Économiste principal
466	Bakari Abubakar	advisor@frontier-isolutions.co.ke	M	Nairobi	Frontier Innovative Solutions	Conseiller principal
467	Nicholas Odhiambo	nmbaya99@yahoo.com	M	Pretoria	Université d'Afrique du Sud	Responsable de l'analyse des politiques macroéconomiques (MPA)
468	Gaston Beavogui	gaston20beavogui@gmail.com	M	Conakry	UGLC	Chercheur
469	Abdoulaye Cisse	cisse@berkeley.edu	M	Albany	UC Berkeley	Candidat au doctorat
470	Semeni Ngozi	semeni.ngozi@gmail.com	F	Dar es Salaam	Université de Dar es Salaam	Maitre de conférences
471	Willis Oluoch-Kosura	willis.kosura@gmail.com	M	Nairobi	Université de Nairobi	Professeur émérite

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
472	William Oile	oilewilly@gmail.com	M	Kisumu	Sequence Holdings Ltd	Directeur général
473	Chiji Ojukwu	chiji.ojukwu@apdcgroup.org	M	Abuja	Centre de développement des projets africains (APDC), Abuja	Directeur général
474	Oyekunle Oyewo	ojerry2@gmail.com	M	Ibadan	Institut de recherche forestière du Nigeria	Chef de département
475	Aniefiok Udo	aniefiok.benedict@gmail.com	M	Uyo	Université Topfaith	Doyen de la faculté
476	Ambrose Ogwang	ambroseog@gmail.com	M	Kampala	Centre de recherche sur les politiques économiques EPRC	Professionnel
477	Victoria Foye	vickieomod@yahoo.com	F	Ibadan	Université d'Ibadan	Maître de conférences
478	Gray Tembo	tembog.04@gmail.com	M	Lusaka	Nascency Global Impact Research and Consultancy	Directeur
479	Laura Barasa	lauranelima@uonbi.ac.ke	F	Nairobi	Université de Nairobi	Maître de conférences
480	Erkie Asmare	dawitasmare2015@gmail.com	M	Bahir Dar	Institut de recherche agricole d'Amhara	Chercheur
481	Ebrima Ceesay	Ceesayebriimak@utg.edu.gm	M	Serekunda	Université de Gambie	Maître de conférences

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
482	Dr. Antoine Karangwa	karantoine@yahoo.fr	M	Kigali	Université du Rwanda	Doyen de l'école d'agriculture et d'alimentation
483	Nicoline Nwenushi Tumasa	pawedmailing@gmail.com	F	Yaoundé	Expert de la société civile en matière de genre et de développement	Analyste politique
484	Ntoubia Larissa	ngapmentlarissa@gmail.com	F	Yaoundé	Fondation Foretia	Assistant de recherche
485	Tafirenyika Sunde	sunde08@gmail.com	M	Windhoek North	NUST, Namibie	Professeur
486	monjuh ruth masungong	ruthmonjuh@gmail.com	F	Bamenda	Société coopérative de crédit Ngoketunjia LTD	Financier
487	Olutosin Otekunrin	otekunrin.olutosina@pg.funaab.edu.n	M	Abeokuta	Université fédérale d'agriculture d'Abeokuta (FUINAAB), Niger	Chercheur
488	Novice Patrick Bakehe	novicebakehe@yahoo.fr	M	Douala	Université de Douala	Maitre de conférences
489	Thomas Junior Boums	jboums@yahoo.com	M	Yaounde	Université de Yaoundé II	Chercheur
490	Ruto Daniel	danruto707@gmail.com	M	Nairobi	organisation safina	directeur
491	Admit Zerihun	a.zerihun@afdb.org	M	Addis Ababa	Banque africaine de développement	Macro économiste principal
492	Habtamu Alamayo Farada	halemayehu@mofed.gov.et	M	Addis Ababa	Ministère des finances	Chargé des programmes

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
493	Liben Liben	libenboru@gmail.com	M	Dilla	Université de Dilla	Maître de conférences
494	Belaynew Mulat	belaynewbirite98@gmail.com	M	Addis Ababa	Université d'Addis-Abeba	Chercheur
495	jedah ogweno	jnyaboe@gmail.com	F	nairobi	Université de Kenyatta	Chercheur
496	Metadel Fekad Maleda	metadelfekad19@gmail.com	M	Injibara	Conseil de la recherche et des services communautaires	Professeur
497	Samuel Baaye	sbaaye29@gmail.com	M	Chelmsford	Institut de la paix des États-Unis	Chargé de programme
498	Abiodun Akinyemi	akinyemiabiodun45@gmail.com	M	Yaba	Université de Lagos	Diplômé(e)
499	Dawit Tessema	d.tessema@afdb.org	M	Washington D.C	Banque africaine de développement	Économiste principal
500	Oninaina Raman	oninainavalerie@gmail.com	F	Antananarivo	CERED	Chercheur
501	Alain N'Ghauran	k.nghauran@afdb.org	M	Abidjan	BAD	Consultant
502	Saheed Olayiwola	soolayiwola@gmail.com	M	Akure	Université fédérale de technologie, Akure	Maître de conférences
503	kennedy Machira	kmachila30@gmail.com	M	Lilongwe	Université de Lilongwe et Ressources naturelles	Chef de Département
504	Eunita Mutai	eunitamutai@gmail.com	F	Nakuru	KIPPRA	Assistant de recherche

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
505	Samson Katengeza	samkatengeza@gmail.com	M	Lilongwe	Université d'agriculture et de ressources naturelles de Lilongwe	Directeur de la recherche et de la vulgarisation
506	Zephaniah Ongaga	zephongaga@gmail.com	M	Nyansiongo	ILRI	Chercheur
507	Anne Kamau	frekam@gmail.com	F	Nairobi	Trésor national et planification économique	Conseiller du ministre
508	Shiferaw Alayachew	shiferaw.alemu@wku.edu.et	M	Wolkite	Université de Wolkite, Éthiopie	Professeur assistant
509	Olusola Adeyinka	olusolaadeyinka2018@gmail.com	M	Lagos	Development & Data Science Consultant Ltd Abuja	Analyste de données/économiste
510	Helen Retta	tadhela@yahoo.com	F	Addis Ababa	Chambre de commerce éthiopienne et associations sectorielles	Responsable de la division "Recherche et analyse des politiques
511	Abubakar Muhammad Mok	abumoki@gmail.com	M	Kampala	La présidence	Commissaire
512	Kunue Massally	mrkmassally2000@yahoo.com	M	Paynesville	SHALOM Inc.	Directeur
513	Kasango Michael Jackson	kasangomj@gmail.com	M	Kampala	Bulamu Healthcare	Chargé de programme HCE
514	Nathan Kanuma Taremwa	nk.taremwa@gmail.com	M	Kigali	Université du Rwanda	Personnel enseignant/ professeur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
515	Greg A.A	gphemphill@yahoo.com	M	St Petersburg	IDS	Spécialiste principal du renforcement des capacités
516	Josephine Cherotich	cherrosophine@gmail.com	F	Nairobi	Trésorerie nationale	Économiste
517	Nelson Joseph Kissanga	josephnelson0707@gmail.com	M	Arusha	Université de Mzumbe	Chercheur et consultant, Département de l'économie
518	Peris Wachira	wachiraperis19@gmail.com	F	Cape Town	UCT	Chercheur
519	Ibrahim Yussuf	Shafeiawil@gmail.com	M	Nairobi	Université internationale d'État d'Afrique	Chercheur
520	Ibrahim Kambaima	sahrkam@yahoo.com	M	Cape Town	Université du Cap	Chercheur
521	Adebayo Salami	adebayosalami2015@gmail.com	M	Ago-Iwoye	Université Olabisi Onabanjo, Ago-Iwoye, Nigeria	Maitre de conférences
522	Yekin Ali	yaaqinil@gmail.com	M	Addis Ababa	Université d'éducation de Kotebe	Professeur assistant d'économie
523	Taye Beyene	tayebeye@yahoo.co.uk	M	Zeway	Centre de recherche agricole de l'Adami	Chercheur principal
524	Yetunde Oladokun	yetunde.oladokun@gmail.com	F	Ibadan	Institut de recherche sur le cacao du Nigeria	Chercheur principal
525	Kennedy Kupeta	kkupeta@rbz.co.zw	M	Harare	Quasi gouvernement	Économiste principal

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
526	Zewdie Baye	zewdie.yilma@aau.edu.et	M	Addis Ababa	Université d'Addis-Ababa	Chercheur
527	Michael Rotich	mrotich@gmail.com	M	Nairobi	Centre de politique de l'Afrique de l'Est	Directeur exécutif
528	Sarah Ssewanyana	ssewanyana@eprcug.org	F	Kampala	Centre de recherche sur les politiques économiques	Directeur exécutif
529	Keith Hansen	khansen@worldbank.org	M	Nairobi	Banque Mondiale	Country Director
530	Joyce Kinabo	joyce_kinabo@yahoo.com	F	Morogoro	Sokoine university of agriculture	professor
531	Sylvester Hanciles	osmondhanciles@gmail.com	M	Freetown	Retired Government Minister	Deputy Minister of Education
532	Moses Fuseini	fmrnaim2010@gmail.com	M	Accra	SD Dombo University of Business	Lecturer
533	Sonia Essobmadje	sonia.essobmadje@un.org	F	Addis Ababa	ECA	Chief of section
534	Eyob bekele Juhar	Eyobjuhar@gmail.com	M	Addis ababa	Ministry of mines	CEO, policy research and capacity building.
535	Rumbidzai Mhembere	rumbidzaigotora2502@gmail.com	F	Harare	University of Zimbabwe	AERC Masters student
536	Wondimu Ade	wondimuade123@gmail.com	M	Wolaita Sodo	Lecturer	Lecture
537	Omotuyole Ambali	tuyoleambali@gmail.com	M	Reading	University of Reading	Postdoc Researcher
538	Ivan Atwijukire	ivan@vantech-agric.com	M	Kampala	Vantech Agri Solutions Limited	Directeur général et fondateur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
539	Alhaji Jabbie	jabbidinho1990@gmail.com	M	Freetown	Fourah Bay College Université de Sierra Leone	Chercheur
540	Yakama Jones	yakamajones@ economicresearchunit.	F	Freetown	Ministère des finances	Directeur de la recherche et personne de contact pour le développement humain
541	Precious Zikhali	prehgabadel@gmail.com	F	Nairobi	Banque Mondiale	Économiste principal
542	Rachel Strohm	rachel@socialpolicyinsights.org	F	Nairobi	Social Policy Insights	Directeur
543	Biru Dube	birugelgo@gmail.com	M	Jimma	Université de Jimma	Chercheur
544	Sylvia Mwash	mshindimwashi@gmail.com	F	Nakuru	Unisafe Health and Safety Consultancy Ltd	Assistant juridique
545	Paul Deng	mayomdekongor@gmail.com	M	Juba	NCB	Responsable des relations extérieures
546	Segun Fasesan	segun.fasesan@gmail.com	M	Ikoyi	NESG	Finance
547	Bwire Moses	moses.bwire@abi.co.ug	M	Kampala	aBi Finance Ltd	Responsable des investissements - Green Growth
548	Dr. Bernadette Wanjala	bwanjala@strathmore.edu	F	Nairobi	Université de Strathmore	Faculté et responsable académique

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
549	Wilson Wasike	wwasike@gmail.com	M	Nairobi	Le Ministère des Finances	Conseiller/ conseillère intégré(e) à la CIACA
550	Nicholas Ozor	nozor@atpsnet.org	M	Nairobi	Réseau d'études sur la politique technologique africaine (ATPS)	Directeur exécutif
551	Santo Agook Mayen	agoock211@gmail.com	M	Nairobi	Programme d'émancipation économique des jeunes	Fondateur
552	Enoch Aikins	eaikins@issafira.org	M	East Legon	Institut d'études de sécurité	Chercheur
553	C. Kamala Kaghoma	chriskaghoma@yahoo.fr	M	Bukavu	Université Officielle de Bukavu	Professeur
554	Anthony Ngororano	anthony.ngororano@undp.org	M	Nairobi	PNUD	Représentant résident
555	Faith Gabona Kadondi	faithgabona22@gmail.com	F	Kampala	Mubs	Enseignant
556	Seboka Alemu Gemeccchu G	gemeccchu.seboka.alemu@0365.u-szeged	M	Szeged	Université de Szeged	Chercheur
557	Musiliu Adewole	gold_soand@yahoo.com	M	Akure	Université fédérale de technologie, Akure	Maitre de conférences
558	Loudi Njoya	njoya.loudis@gmail.com	M	Douala	Université de Dschang	Docteur/PhD
559	Ephrem Kayumba	ephremkay@gmail.com	M	KAYONZA	KCB BANK RWANDA PLC	Gestionnaire de dossiers
560	Fatiha Azarual	fatiha.azarual@um6p.ma	F	rabat	AIRESS	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
561	Bheki Bhembe	bheki.bhembe@undp.org	M	Nairobi	PNUD	Conseiller économique
562	Saidu Bah	saidubah94@gmail.com	M	Freetown	Université Njala, Sierra Leone _Afrique de l'Ouest	Maitre de conférences
563	Foday Ibrahim Kabba	fikabba.52@gmail.com	M	Freetown	Ministère des finances	Économiste principal
564	Zita Joaquim	zita.joaquim@correio.gov.mz	F	Maputo	Ministère de l'économie et des finances du Mozambique	Analyste du risque
565	Tawanda Shenje	Teshenje@gmail.com	M	Ottawa	Recherche indépendante	Chercheur
566	Aderoju Oyefusi	aderoju.oyefusi@uniben.edu	M	Benin City	Université du Bénin. Nigéria	Professeur
567	Getahun Negewo	geschenkora@gmail.com	M	Adana	Université Haramaya	Assistant de conférence
568	Dr. Innocent Opara	oparainnocent73@gmail.com	M	Abuja	Institut Qumet	Maitre de conférences
569	Ibrahim Hussein Abdi	hussein3652@gmail.com	M	Jijiga	Université de Jijiga	Maitre de conférences
570	Abel Paul	mahembeabel@gmail.com	M	Dodoma, Tanzanie	Chama Cha Mapinduzi	Économiste
571	Olusegun Jr Oguntimehin	Oguntimehin.sjr@hotmail.com	M	Lagos	École de commerce de Lagos, Université panatlantique	Assistant de recherche

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
572	Donald Kaberuka	dr.kaberuka@gmail.com	M	Southbridge KIGALI	Southbridge	Fondateur
573	Habekiristos Beyene Haile	habekiristosbeyene@gmail.com	M	Addis Ababa	Service des statistiques d'Éthiopie	Statisticien principal
574	Kingsley Chiagoro	kingsalc@gmail.com	M	FCT	Ministère fédéral de la justice	Responsable principal du traitement des données
575	Girma Melese	girmagbdr@yahoo.com	M	Bahir Dar	Administrations régionales de l'État d'Amhara	Ancien conseiller en relations publiques
576	Dickson Wang'lobo	dwanglobo@gmail.com	M	Kampala	Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est	Responsable du suivi et de l'évaluation
577	Ibsa Aliyi Usmane	ibsaaly2012@gmail.com	M	Dire Dawa	Université de Haramaya	Chercheur
578	Abubakar Bagudo	abuhjoa@gmail.com	M	Aliero	Université d'Ibadan	Étudiant de troisième cycle
579	Kassim Mohammed	kassimmoh53@gmail.com	M	Haramaya	Université Haramaya	Chercheur
580	Ntoi Johannes Mphuthi	mp4mphuthi@gmail.com	M	Maseru	Université nationale du Lesotho	Chercheur
581	Carren Pindiriri	pindiriric@gmail.com	M	Harare	Université du Zimbabwe	Maitre de conférences
582	Kiprotich Rono	searskip@ymail.com	M	Nairobi	SDEAC	Chargé d'intégration
583	Augusto Tavares	tavaresilva2003@gmail.com	M	Nairobi	Université de Nairobi	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
584	Kazeem Bakare	kazeemolaseojeumi@yahoo.com	M	Abuja	Administrateur des pensions	Comptable du fonds
585	Louis Kamano	louis_kamano@yahoo.fr	M	Conakry	Direction nationale de la pêche continentale	Directeur National
586	Olubukola Moronkola	olubukola.moronkola@gmail.com	F	Abuja	NEITI	Économiste de l'énergie
587	FCPA Charles Mugo Ciugu	cciugu@yahoo.com	M	Nairobi	Matengo Associates	Consultant principal
588	Charles Owino	charles.owino@aercafrica.org	M	Nairobi	AERC	Responsable des publications
589	Kevin Egwu Chukwuoyims	chukwuoyims.kevin@funai.edu.ng	M	PMB 1010, Abakaliki	Université fédérale Alex Ekwueme Ndufu Alike Ikwo, Ebonyi	Maitre de conférences
590	Hisham Hassan	hishamdr@yahoo.com	M	Khartoum	Université de Khartoum	Professeur
591	Araoye Olarinkoye Ajilboye	araoyeajilboye@futminna.edu.ng	M	Minna.	Université fédérale de technologie de Minna	Maitre de conférences/Chef de département
592	James Fomba Sandy	jfsandy@njala.edu.sl	M	Freetown	Université de Minna	Maitre de conférences
593	Joe Assoua	assoua.joe@gmail.com	M	Buea	Université de Buea	Maitre de conférences
594	Bah Mamadou Mouminy	bah.mamadoumouminy@gmail.com	F	Abidjan	AERC	CPP
595	Felix Onywego	Onywego2017@gmail.com	M	Nairobi	En stage	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
596	Abera Beyu	abera.beyu@gmail.com	M	Addis Abeba	Banque coopérative d'Oromia	Chargé de la stratégie d'entreprise
597	Yene Atanase	athanasema@yahoo.fr	M	Douala	Université de Douala	Maître de conférences
598	Mugenzi Martin	martmugenzi@hotmail.com	M	Huye	Université du Rwanda	Maître de conférences
599	henri serge don-ding	sdonding@yahoo.fr	M	Yaoundé	UCAC	Économiste
600	Patrick Dongue	donguendongo@yahoo.fr	M	Douala	Université de Douala	Docteur
601	Charles Olwamba	olwamba@gmail.com	M	Nairobi	Amref Santé Afrique	Directeur
602	Carolyne Mensire	mensirecarolyne@gmail.com	F	Kisumu	Bloc économique de la région des lacs	Officier de liaison
603	Debela Alema	debelaalema019713@gmail.com	M	Nekemte	Université d'Afrique du Sud	Maître de conférences
604	Senia Nhamo	nhamos@unisa.ac.za	F	Pretoria	Université d'Afrique du Sud	Professeur associé
605	Dennis Ondati	ondatidennis1@gmail.com	M	Kisii	Gouvernement de l'Afrique du Sud	Sub-County Agribusiness Officer
606	Lydia Herrera	lydiaherrera@mailfoundery.com	M	Los Angeles	Mailfoundery	Economist
607	Oluremi Alao	moraknet@gmail.com	M	Ibadan	University of Ibadan	Examinations Officer
608	Aboubacar Kaba	Kkababoubacar@yahoo.fr	M	Conakry	Guinae Multiples Services	Chercheur

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
609	Gladys Anazia	ifyolivescon@gmail.com	F	Imo state	Academic	Consultant
610	Addisu Geberemichael	gebremichaeladdisu@gmail.com	M	Hawassa	Am MSc Student of Development Economics	For the time being MSc Student
611	Matairr Njie	manjie@utg.edu.gm	M	Serekunda	University of the Gambia	Associate Professor
612	Mudeta Geleto	mudeta2006@yahoo.com	M	Negele	Consortium économique africain	Recherche
613	Damghane Oudanou	oudarose@gmail.com	F	Yaoundé	Université de Yaoundé II	Chercheur
614	Amadou Jallow	a.jallow@utg.edu.gm	M	Banjul	Université de Gambie	Enseignant
615	Sadou Diallo	donsadou1@gmail.com	M	Yaoundé	Université panafricaine	Chercheur
616	Morlai Bangura	molicools1971@gmail.com	M	Nigeria	Banque de Sierra Leone	Directeur du département de la politique monétaire
617	Michael Odongo	odongomichael06@gmail.com	M	Nango	Université de Kenyatta	Diplômé
618	Namanga Ngongi	namangangongi@yahoo.com	M	Buea, Cameroun	Centre international pour l'évaluation et le développement (ICED)	Président du conseil d'administration
619	Benjamin Gawa	benjamingawa94@gmail.com	M	Parakou	Laboratoire de Recherche	Chercheur
620	Millicent Gitau	ciliaakag@gmail.com	F	Nairobi	Université de Nairobi	Maitre de conférences

suite page suivante

Participants au séminaire Continué

No.	Nom et Prénom	Adresse Email	Genre	Affiliation Institutionnelle	Fonction	Nom du Pays ou de la Région
621	Clifton Jones	clifton.jones@mytwu.ca	M	Nelspruit	Université Trinity Western	Conseiller sur le leadership et l'innovation en Afrique
622	Siewe Pougoue	siewepougoueemile@gmail.com	M	Penka-michel	Université de Maroua	Maître de conférences associé
623	Joshua Ajetomobi	jsegun2002@yahoo.com	M	Ogbomoso	Université de technologie Ladoko Akintola Ogbomoso Nigeria	Professeur
624	Eshraga Mustfa	eshgraga2008@hotmail.com	F	Khartoum	Ministère fédéral de la santé	Économiste de la santé
625	Mbaigolmem Mbaounda	mbaigolmeme@yahoo.com	M	N'Djamena	Ministère de l'environnement	Directeur

ANNEX C

Programme du Séminaire

**Session plénière du séminaire politique de haut niveau du CREA (SPSXXV) sur :
“Développement du Capital Humain en Afrique (DCH)
29–30 mars 2023**

Mardi 28 mars 2023

16h :00–20h.00 :00

Inscription

Mercredi, 29 mars 2023

08h:00 –10h:30

Séance d'Ouverture Officielle

Président de Séance : **Kerfalla Yansane**, Ambassadeur de Guinée aux États-Unis et Ancien Ministre des Mines et de la Géologie.

Remarques de Bienvenue : **Théophile Azomahou**, Directeur Exécutif par Intérim du CREA

Remarques Préliminaires : **M. Dan Peters**, Conseiller, Politique Globale et Plaidoyer, BMGF

Ouverture Officielle et Discours d'Ouverture : **Hon. Eliud Owalo**, Ministre de l'Information, de la Communication et de l'Economie Numérique

10h :30 -11h.00

Pause Thé/Café

11h :00 -12h :30

Session 1 :

Un Cadre Économique Global sur le Cycle de Vie pour le Capital Humain en Afrique

Président de séance :

Bangasi J. Bakosoo, Ministre de la Fonction Publique et du Développement des Ressources Humaines, Sud-Soudan

Conférenciers :

Prof. Lant Pritchett, Université de Harvard, USA

Discutant :

Adam Mugume, Directeur Exécutif, Banque d'Ouganda

Discussion en plénière

12h :30 -14h :00

Pause Déjeuner

14h :00 -15h :30

Session 2 :

Investissements en Capital Humain et Croissance Économique en Afrique

Président de Séance :

S.E. Kheswar Jankee, Ambassadeur, Ambassade de Maurice en Russie

Conférencier :

Jere R. Behrman, Département d'Économie, Université de Pennsylvanie, USA

Discutant :

Sherillyn Raga, Institut de Développement d'Outre-mer (ODI), Royaume-Uni

Discussion en Plénière

15h :30 -17h :00

Session 3 : **Accumulation du Capital Humain en Afrique : Éléments Moteurs, Effets et Perspectives d'Avenir**

Président de Séance : **Hon. Kobygda Larba Issa**, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso

Conférencier : **Prof. Germano Mwabu**, Département d'Économie, Université de Nairobi, Kenya

Discutant : **Prof. Olu Ajakaiye**, Centre Africain pour le Renforcement des Capacités de Développement Partagé, Nigeria

Discussion en Plénière

17h:00 -17h:30

Pause Thé/Café

19h:00 – 21h:00

Cocktail

Jeudi 30 mars 2023

08h :30 -10h :00

Session 4 : **L'Education en Afrique : Progressions de Carrière, Lacunes dans les Résultats d'Apprentissage et Réponse à la Crise de l'Apprentissage**

Président de Séance : **Dr. Wilson T. Banda**, Gouverneur, Banque Centrale du Malawi

Conférenciers : **Prof. Adrienne Lucas & Dr. Gerald Ipapa**, Lerner College of Business & Economics, Université du Delaware, Etats-Unis

Discutant : **Dr. Elizabeth Nanziri**, Université de Stellenbosch, Afrique du Sud

10h00 -10h30

Pause Thé/Café

10h 30 -12h 30

Session 6 :

Table Ronde au Sujet de la Politique

Présidente de Séance :

Son Altesse Royale (HRH), la Reine Nozizwe Mulela, Royaume d'Eswatini

Panélistes :

- **Dr. Rose Ngugi**, Directrice Exécutive, Institut kenyan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPPRA)
- **Dr. Martha Muhwezi**, Directrice Exécutive, FAWE
- **Mme Barbra Barungi**, Associée Directrice Générale, Imara Africa
- **S. E. Dr. Kheswar Jankee**, Ambassadeur, Ambassade de Maurice en Russie
- **Hon. Issa-Toure Salahaddine**, Président de l'Assemblée Nationale, Togo
- **Prof. Ahoure Alban Alphonse E.** Directeur, Centre pour la Recherche Économique et Social (CAPEC)

12h :30 – 12h :45

Session 7 :

Résolutions de la Conférence (Communiqué)

Président de Séance:

S.E. Dr. Kerfalla Yansane, Ambassadeur de la Guinée aux Etas Unis et Ancien Ministre des Mines et Géologie

12h :45 – 12h :55

Mot de Remerciements

13h:00 –14h:00

Pause DSéjeuner

19h :00 – 21h :00

Diner



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org